



INSTITUT FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE

Commissaire aux Comptes titulaire
770 rue Alfred Nobel
Synergie – Le Millénaire
34000 MONTPELLIER

TALENZ ARES AUDIT

Commissaire aux Comptes titulaire
26, boulevard Saint Roch
BP 278
84011 AVIGNON CEDEX 1

NGE

SAS au capital de 37 379 760 €
Siège social : Parc d'activité de Laurade
13103 SAINT ETIENNE DU GRES
RCS TARASCON 504 124 801

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Ce rapport contient 50 pages

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de la société NGE

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société NGE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Normes et interprétations appliquées » de l'annexe aux comptes consolidés qui mentionne l'application rétrospective de la décision de l'IFRS IC relative à la méthodologie de calcul des avantages au personnel et à la période d'acquisition des droits.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail

à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des Goodwill

Description du risque

Les goodwill sont inscrits à l'actif du groupe pour une valeur de 258 millions d'euros et constituent une valeur significative de l'actif consolidé au 31 décembre 2021. La note 8.1 des annexes aux comptes consolidés précise les modalités de détermination des goodwill et de dépréciation des actifs immobilisés :

- Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des goodwill sont réalisés au minimum une fois par an et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît.
- Ces valeurs recouvrables sont déterminées selon les méthodes décrites dans la note annexe 8.1 incluant des hypothèses et des estimations détaillées, comme par exemple, des projections de flux de trésorerie futurs issues des plans d'affaires à 5 ans, du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini.

Nous avons considéré l'évaluation des goodwill comme un point clé de l'audit dans la mesure où celle-ci est sensible aux estimations et aux hypothèses retenues par la direction et, par conséquent, peut voir une incidence significative sur les états financiers.

Travaux d'audit réalisés

Nos travaux ont principalement consisté à :

- Examiner la régularité et la permanence des principes et méthodes comptables appliqués,
- Prendre connaissance de la documentation produite par la direction relative aux tests de dépréciation et examiner sa conformité avec les normes en vigueur,
- Vérifier la pertinence de l'approche retenue sur la détermination des unités génératrices de trésorerie, le caractère raisonnable des projections de ces flux et vérifier les différents paramètres définissant le taux d'actualisation appliqué ;
- Comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- Examiner la cohérence du taux de croissance retenu ;
- Conduire nos propres analyses de sensibilité à la variation des hypothèses,
- Contrôler l'information donnée dans l'annexe aux comptes consolidés.

Comptabilisation des contrats de construction

Description du risque

Le Groupe comptabilise les produits et les charges relatifs aux contrats de construction selon la méthode de l'avancement définie par la norme IFRS 15.

Pour le Groupe, l'avancement est généralement déterminé sur la base d'un avancement physique ou d'un avancement par les coûts.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

Nous avons considéré la comptabilisation des contrats de construction comme un point clé de l'audit dans la mesure où la reconnaissance du chiffre d'affaires et des résultats est sensible aux estimations et aux hypothèses retenues par la direction et, par conséquent, peut avoir une incidence significative sur les états financiers.

Travaux d'audit réalisés

Nos travaux ont principalement consisté à :

- Prendre connaissance des procédures et des systèmes d'information spécifiques mis en place par les filiales les plus significatives concourant à la formation du chiffre d'affaires et au suivi des dépenses correspondant ;
- Evaluer et tester la conception et la mise en œuvre de contrôles clés mis en place dans les filiales les plus significatives du groupe (contrôles manuels et informatiques) ;
- Sur la base de notre expérience, apprécier globalement les estimations et les hypothèses concourant à la reconnaissance du chiffre d'affaires et à la comptabilisation du résultat et des éventuelles provisions pour pertes à terminaison.
- Contrôler l'information donnée dans les annexes aux comptes consolidés et notamment que la note 8.18 donne une information appropriée sur la comptabilisation des contrats et les méthodes retenues dans le cadre de la reconnaissance du chiffre d'affaires.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NGE par les statuts constitutifs le 28 avril 2008 pour le cabinet TALENZ ARES AUDIT et par l'assemblée générale du 24 juin 2020 pour le cabinet IFEC.

Au 31 décembre 2021, le cabinet TALENZ ARES AUDIT était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet IFEC dans la deuxième année.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux -ci.

Comme précisé par l'article L.823-10 -1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.


Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Ces points sont décrits dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

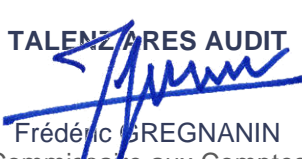
Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Montpellier et Avignon, le 28 avril 2022
Les Commissaires aux Comptes

**INSTITUT FIDUCIAIRE
D'EXPERTISE COMPTABLE**


Xavier GALAINE
Commissaire aux Comptes
Représentant la société

TALENZARES AUDIT


Frédéric GREGNANIN
Commissaire aux Comptes
Représentant la société



NOUVELLES GÉNÉRATIONS D'ENTREPRENEURS

COMPTES CONSOLIDÉS 2021



COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes





COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZ ARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes



SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS		NOTES ANNEXES	
	P.04		P.16
État du résultat consolidé	P.04	8.1. Goodwill et Tests de pertes de valeurs	P.16
État du résultat global consolidé	P.05	8.2. Immobilisations incorporelles	P.18
État consolidé de la situation financière	P.06	8.3. Immobilisations corporelles et Droits d'utilisation des actifs loués	P.20
Tableau des flux de trésorerie consolidés	P.08	8.4. Participations dans les Entreprises Associées	P.22
État des variations des capitaux propres	P.09	8.5. Variations des actifs financiers	P.24
		8.6. Autres Actifs non courants	P.25
		8.7. Impôts sur le Résultat et Impôts Différés	P.25
		8.8. Stocks	P.27
		8.9. Créances Clients	P.27
		8.10. Autres Actifs Courants	P.28
		8.11. Trésorerie Nette	P.28
		8.12. Besoin en Fonds de Roulement	P.28
		8.13. Endettement Financier Net	P.28
		8.14. Instruments Financiers	P.30
		8.15. Provisions Non Courantes et Courantes	P.31
		8.16. Indemnités de fin de carrière	P.32
		8.17. Autres Passifs Courants	P.34
		8.18. Informations relatives aux contrats de construction	P.34
		8.19. Autres Produits de l'Activité	P.35
		8.20. Charges externes	P.35
		8.21. Autres Produits et Charges Opérationnels	P.36
		8.22. Coût de l'endettement financier net	P.36
		8.23. Autres Produits et Charges Financiers	P.36
		8.24. EBITDA	P.36
		8.25. Capitaux propres et Résultat par Action	P.37
		8.26. Transactions avec les parties liées	P.37
		8.27. Engagements Hors Bilan	P.37
		8.28. Effectifs	P.37
		8.29. Salaires et charges sociales	P.37

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS		P.10
1. Informations générales et faits marquants	P.10	
2. Normes et interprétations appliquées	P.11	
3. Méthodes de consolidation	P.12	
4. Règles et Méthodes d'évaluation	P.13	
5. Facteurs de risques financiers	P.14	
6. Variations de périmètre	P.15	
7. Événements post-clôture	P.15	

LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

P.38



État du résultat consolidé

En milliers d'euros	Note	31/12/2021	31/12/2020
Produits des Activités Opérationnelles	8.18	2 776 027	2 401 525
Autres Produits de l'Activité	8.19	45 243	54 349
Achats consommés		(613 009)	(448 240)
Charges de Personnel	8.29	(702 401)	(617 679)
Charges externes	8.20	(1 295 605)	(1 195 887)
Impôts et Taxes		(24 325)	(28 492)
Dotations aux amortissements		(115 325)	(109 274)
Dotations aux provisions		518	(1 034)
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		1 127	1 056
Autres Produits et Charges d'Exploitation		(1 428)	(625)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SUR ACTIVITÉ		70 822	55 701
Rentabilité Opérationnelle sur Activité		2,6%	2,3%
Autres Produits et Charges Opérationnels	8.21	27 020	(11 496)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		97 842	44 205
Produits de Trésorerie et d'Equivalents de Trésorerie		55	39
Coût de l'Endettement Financier Brut		(11 567)	(11 455)
Coût de l'Endettement Financier Net	8.22	(11 512)	(11 416)
Autres Produits et Charges Financiers	8.23	(5 825)	(294)
Quote-Part de Résultat des Entreprises Associées	8.4	372	175
Charge d'impôt	8.7	(17 565)	(9 984)
RÉSULTAT NET		63 312	22 686
- Part du Groupe		58 258	19 760
- Participations ne donnant pas le contrôle		5 054	2 926
RÉSULTAT REVENANT AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ, PAR ACTION			
Résultat net de base par action (part du groupe)	8.25	9,96	3,32
Résultat net dilué par action (part du groupe)	8.25	9,93	3,32

État du résultat global consolidé

En milliers d'euros	Note	31/12/2021	31/12/2020
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		63 312	22 686
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Écarts actuariels	8.16	(512)	(1 709)
Réévaluation des immobilisations		-	7 678
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		106	(3 359)
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat			
Variation de juste valeur des Instruments de Couverture	8.14	1 445	(599)
Écarts de conversion		580	(698)
Impôt sur les autres éléments du résultat global	8.7	(473)	164
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		64 458	24 163
Résultat global attribuable aux propriétaires		59 269	21 262
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		5 189	2 901

Il n'existe pas au 31/12/2021 de quote-part des autres éléments de résultat global des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.



État consolidé de la situation financière

Actif

En milliers d'euros	Note	31/12/2021	31/12/2020
Goodwill	8.1	257 850	257 726
Immobilisations Incorporelles du domaine concédé	8.2	5 415	4 741
Autres Immobilisations Incorporelles	8.2	9 391	9 271
Immobilisations Corporelles	8.3	342 150	324 655
Droits d'utilisation des actifs loués	8.3	158 426	165 702
Participations dans les entreprises associées	8.4	18 286	15 526
Actifs financiers disponibles à la vente	8.5	51 574	26 448
Autres actifs financiers	8.5	96 230	75 732
Autres actifs non courants	8.6	2 319	2 227
Actifs d'impôts différés	8.7	1 622	1 829
ACTIFS NON COURANTS		943 263	883 857
Stocks	8.8	61 253	56 768
Clients	8.9 - 8.18	1 022 361	866 184
Paiements d'avance		17 974	21 957
Autres actifs courants	8.10	260 035	245 578
Actifs d'impôts exigibles		3 633	4 312
Trésorerie et équivalent de trésorerie	8.11	452 554	716 830
ACTIFS COURANTS		1 817 810	1 911 629
TOTAL ACTIF		2 761 073	2 795 486



Travaux ferroviaires au Mexique

Passif

En milliers d'euros	Note	31/12/2021	31/12/2020
Capital émis		37 380	47 761
Réserves		66 438	213 808
Résultat de l'exercice		58 258	19 760
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		162 076	281 329
Participations ne donnant pas le contrôle		9 796	7 690
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		171 872	289 019
Emprunts et dettes financières non courants	8.13	377 899	241 230
Dettes de location non courantes	8.13	66 389	63 229
Provisions non courantes	8.15 - 8.16	81 923	87 513
Passifs d'impôts différés	8.7	16 294	11 387
PASSIFS NON COURANTS		542 505	403 359
Emprunts et dettes financières courants	8.13	114 468	346 372
Dettes de location courantes	8.13	34 358	40 381
Découvert bancaire	8.11	257 059	253 947
Provisions courantes	8.15 - 8.16	9 602	8 681
Avances et Acomptes reçus	8.18	164 097	179 521
Fournisseurs et comptes rattachés		943 623	849 868
Autres passifs courants	8.17 - 8.18	517 959	420 866
Passifs d'impôts exigibles		5 530	3 472
PASSIFS COURANTS		2 046 696	2 103 108
TOTAL PASSIF		2 761 073	2 795 486

Tableau des flux de trésorerie consolidés

En milliers d'euros	Note	31/12/2021	31/12/2020
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		63 312	22 686
Dotations nettes aux amortissements et provisions		115 269	112 160
Autres produits et charges calculés		(33 397)	(3 355)
Plus et moins values de cession		(1 493)	3 296
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	8.4	(372)	(175)
Dividendes reçus (titres non consolidés et sociétés mises en équivalence)		(286)	(100)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS IMPÔT		143 033	134 512
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	8.7	17 565	9 984
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPÔT		160 598	144 496
Variation de la dette d'impôt		(12 064)	(7 019)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	8.12	1 562	111 640
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ		150 096	249 117
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8.2 - 8.3	(103 652)	(81 537)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		19 199	15 182
Investissements en immobilisations du domaine concédé	8.2	(1 500)	-
Encaissements/Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	8.5	(990)	(4 907)
Incidence des variations de périmètre		255	(1 874)
Dividendes reçus (titres non consolidés et sociétés mises en équivalence)		286	204
Variation des prêts et avances consentis		(20 474)	(39 026)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	8.12	(213)	436
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(107 089)	(111 522)
Augmentation, réduction de capital et autres opérations de capitaux propres		(152 075)	(45 505)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(29 547)	-
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées		(2 367)	(2 135)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8.13	393 859	309 816
Remboursements d'emprunts	8.13	(483 590)	(66 956)
Remboursements dettes de location	8.13	(37 367)	(32 970)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(311 087)	162 250
Incidence des variations des cours des devises		692	(2 099)
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE		(267 388)	297 746
TRÉSORERIE D'OUVERTURE		462 883	165 137
TRÉSORERIE DE CLÔTURE	8.11	195 495	462 883

État des variations des capitaux propres

En milliers d'euros	ATTRIBUABLES AUX PROPRIÉTAIRES DE NGE						PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE					Total des intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Réserves de conversion	Résultat	Total Part du Groupe	Réserves	Réserves de conversion	Résultat			
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2019	6 572 507	52 580	22 648	208 124	(27)	23 393	306 718	4 394	(403)	2 932	6 924	313 642	
Affectation du résultat de l'exercice 2019				23 393		(23 393)	-	2 932		(2 932)	-	-	
Résultat net de la période						19 760	19 760			2 926	2 926	22 686	
Autres éléments du Résultat Global				2 174			2 174				-	2 174	
Opération sur le capital		(4 819)	(22 648)	(16 209)			(43 676)				-	(43 676)	
Opération sur titres auto-détenus				(1 829)			(1 829)				-	(1 829)	
Dividendes							-	(2 171)			(2 171)	(2 171)	
Écarts de conversion						(673)	(673)		11		11	(662)	
Variations de périmètre				(1 145)			(1 145)				-	(1 145)	
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2020	5 970 171	47 761	-	214 508	(700)	19 760	281 329	5 155	(392)	2 926	7 690	289 019	
Changement de méthode ⁽¹⁾				3 641			3 641	17			17	3 658	
SITUATION AU 1^{ER} JANVIER 2021	5 970 171	47 761	-	218 149	(700)	19 760	284 970	5 172	(392)	2 926	7 707	292 677	
Affectation du résultat de l'exercice 2020				19 760		(19 760)	-	2 926		(2 926)	-	-	
Résultat net de la période						58 258	58 258			5 054	5 054	63 312	
Autres éléments du Résultat Global				(406)			(406)				-	(406)	
Opération sur le capital		(10 381)		(170 931)			(181 312)				-	(181 312)	
Opération sur titres auto-détenus				1 829			1 829				-	1 829	
Dividendes				(29 547)			(29 547)	(2 367)			(2 367)	(31 914)	
Instruments financiers				44 115			44 115				-	44 115	
Autres Gains et pertes en Capitaux Propres				(15 733)			(15 733)				-	(15 733)	
Écarts de conversion				(130)	443		313	(129)	91		(38)	275	
Variations de périmètre				(411)			(411)	(560)			(560)	(971)	
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2021	4 672 470	37 380	-	66 695	(257)	58 258	162 076	5 042	(301)	5 054	9 796	171 872	

⁽¹⁾ Interprétation IFRS IC relative à IAS 19 « Avantages du personnel » (cf. Annexe 2.1 et Note 8.16)



Annexe aux comptes consolidés

Les états financiers du groupe NGE au 31 décembre 2021 détaillant l'activité du Groupe NGE sur la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le Président le 14 avril 2022.

1. Informations générales et faits marquants

1.1 Informations générales

Les comptes consolidés au 31 décembre 2021, comprennent la société NGE et ses filiales (l'ensemble désigné « Le Groupe »), et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

Le siège social du groupe NGE est situé à Saint Etienne du Grès (13) – Parc d'activités de Laurade.

Le capital de NGE SAS s'élève au 31 décembre 2021 à 37 379 760 euros.

1.2 Faits significatifs de l'exercice

• Opérations sur le capital

Le 6 février 2021, NGE a procédé à une réduction de capital par voie d'annulation d'actions auto-détenues acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions au FCPE mis en œuvre le 6 février 2020. L'impact, soit 25 030 actions est présenté dans l'Etat des variations des capitaux propres en Opération sur le capital pour (0,2) millions d'euros.

Le 8 décembre 2021, NGE a procédé à la reconstitution de son actionariat avec l'entrée de Montefiore Investment à son capital et la sortie de Credit Mutuel Equity. L'augmentation de capital a conduit à l'émission de 1 297 596 actions nouvelles de 8€ chacune de nominal, et la réduction de capital a conduit à l'annulation de 2 570 267 actions. Dans le même temps, NGE a procédé à l'émission de deux emprunts obligataires d'un montant de 43,1 millions d'euros, par création de 305 555 Obligations Remboursables en Actions et d'un montant de 36 millions d'euros sous forme d'Obligations Simples.

• Nouveaux Financements

Suite à la refonte actionariale avec l'entrée de Montefiore à son capital, NGE a procédé au refinancement des principaux emprunts, via deux opérations simultanées :

- Refinancement, avec l'ensemble de ses banques historiques et de nouveaux partenaires, de son crédit

syndiqué pour un montant total de 350 millions d'euros à échéance 6 ans ; et

- Émission d'un nouvel Euro PP sécurisé et coté sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, pour un montant total de 150 millions d'euros, réalisé en deux tranches à échéances 7 et 8 ans et placé exclusivement auprès d'investisseurs qualifiés.

Ces opérations réalisées au format sustainability-linked intègrent un mécanisme d'ajustement de la marge en fonction de l'atteinte d'objectifs de performance durable. Les indicateurs RSE retenus pour le nouveau contrat de crédit bancaire et le nouvel Euro PP sont (i) la réduction du taux de fréquence des accidents au travail, (ii) la réduction des émissions de gaz à effet de serre et (iii) l'augmentation du nombre de femmes à des postes d'encadrement de chantiers. En cas de non atteinte de ces trois objectifs, NGE s'engage, en plus du paiement d'un malus, à effectuer une donation à des associations œuvrant sur les mêmes thématiques que les indicateurs RSE sélectionnés et ce, pour le premier test intervenant à la clôture de l'exercice 2022. La performance de NGE sur chacun des indicateurs sera publiée et auditée par un tiers indépendant.

Le prospectus relatif au nouvel Euro PP a été approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers le 6 décembre 2021 sous le numéro 21-518 et les fonds levés ont été utilisés à hauteur de 70 millions d'euros pour refinancer l'Euro PP existant émis en 2014.

Par ailleurs, NGE a remboursé le 16 juin 2021 son PGE de 200 millions d'euros octroyé en juin 2020 dans le cadre de la crise sanitaire et de l'arrêt partiel d'activité.

• Transition écologique

Face à l'urgence environnementale, NGE mobilise ses équipes pour accélérer la réduction des impacts de ses propres activités sur le climat, la biodiversité et les ressources naturelles. En tant qu'acteur pivot de la ville, des infrastructures publiques, et des aménagements territoriaux, le groupe développe des solutions qui aident ses clients à réduire leur propre empreinte, à préserver ou restaurer les milieux naturels.

Après un plan environnemental triennal (2019-2021) qui a assis les bases de ses ambitions, le plan environnemental 2022 précise les objectifs du Groupe :





Jardin de la Mairie de Bordeaux

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de nos activités (scopes 1 et 2) de 4% par an d'ici 2030 (année de référence = 2019) pour être compatible avec l'accord de Paris qui vise à maintenir l'augmentation de température mondiale à 1,5 / 2°c maximum.
- Préserver les ressources naturelles en déployant des plateformes de valorisation des matériaux, en suivant nos consommations d'eau potable et en valorisant 80% de nos déchets.
- Agir en faveur de la biodiversité et du climat en développant l'écoconception et les solutions bas carbone, en consacrant 1/3 du budget R&D à des thématiques environnementales et en ciblant la prise d'affaires en travaux « environnementaux ».
- Inciter l'ensemble des collaborateurs en initiant des actions à l'international et en ayant aucun retour négatif de la part de nos clients en matière d'environnement.

2. Normes et interprétations appliquées

Les comptes consolidés du Groupe pour les périodes closes au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020, sont établis en application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, et conformes aux normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2021 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus au 31 décembre 2021 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2020, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne applicables de façon obligatoire au 1^{er} janvier 2021.

Le Groupe applique le format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021.

2.1. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} Janvier 2021

Les nouvelles normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2021, concernent :

- Amendements à IAS 39, IFRS 4, IFRS 7, IFRS 9 et IFRS 16 « Réforme des taux d'intérêt de référence - Phase 2 » ;
- Amendements à IFRS 4 « Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9 ».

Ces normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2021 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2021.

Changement de méthode comptable relative au calcul des avantages au personnel

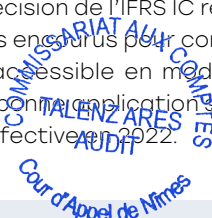
- Le comité d'interprétation des normes IFRS s'est réuni en avril 2021 pour arrêter une nouvelle position sur les modalités d'évaluation des engagements de type indemnité de fin de carrière. Cette position a été validée par l'IASB la dernière semaine du mois de mai 2021.
- Selon la position retenue, les indemnités de fin de carrière sont désormais provisionnées, non pas sur l'ensemble de la carrière des salariés, mais sur les dernières années de la carrière correspondant au plafond du barème des indemnités.
- L'impact qui découle de cette nouvelle position a été reconnu par capitaux propres, à l'ouverture de l'exercice 2021 et représente un gain de 5,3 millions d'euros hors impôt. Ce changement de méthode, jugé non significatif n'a pas fait l'objet d'un retraitement dans les comptes de 2020.

2.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non applicables au 31 décembre 2021

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2021.

- Amendements à IFRS 16 « Allègements de loyer liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 » ;
- Amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat » ;
- Amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles - Comptabilisation des produits générés avant la mise en service » ;
- Amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises - Références au cadre conceptuel » ;
- Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2018-2020.

Concernant la décision de l'IFRS IC relative à la comptabilisation des coûts encourus pour configurer ou personnaliser un logiciel accessible en mode SaaS, les ajustements nécessaires à la bonne application sont en cours de mise en œuvre. Sa mise en œuvre sera effective en 2022.



3. Méthodes de consolidation

3.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis au 31 décembre sur la base des comptes individuels des filiales du Groupe à cette date, retraités pour être mis en conformité avec les normes du Groupe.

Les entrées et sorties de périmètre de consolidation sont réalisées à la date d'acquisition, ou de cession, ou pour des raisons de commodités si leur incidence n'est pas significative, sur la base du dernier bilan clos antérieurement à la date d'acquisition ou de cession.

Les règles retenues par le Groupe sont les suivantes :

Selon les dispositions de la norme IFRS 10 « États financiers consolidés », pour tous les aspects relatifs au contrôle et aux procédures de consolidation selon la méthode de l'intégration globale, la notion de contrôle d'une entité est définie sur la base de trois critères :

- Le pouvoir sur l'entité, c'est-à-dire la capacité de diriger les activités qui ont le plus d'impacts sur sa rentabilité ;
- L'exposition aux rendements variables de l'entité, qui peuvent être positifs, sous forme de dividende ou de tout autre avantage économique, ou négatifs ;
- Et le lien entre le pouvoir et ces rendements, soit la faculté d'exercer le pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements obtenus.

En pratique, les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en assemblée générale, au Conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Pour la détermination du contrôle, le Groupe réalise une analyse approfondie de la gouvernance établie et une analyse des droits détenus par les autres actionnaires afin de vérifier leur caractère purement protectif.

Lorsque nécessaire, une analyse des instruments détenus par le Groupe ou des tiers (droits de vote potentiels, instruments dilutifs, instruments convertibles...) qui, en cas d'exercice, pourraient modifier le type d'influence exercé par chacune des parties, est également effectuée.

Pour certaines sociétés de projet d'infrastructures en concession ou en contrat de partenariat public-privé dans lesquelles NGE n'est pas seul investisseur en capital, outre l'analyse de la gouvernance établie avec chaque partenaire, le Groupe peut être amené à étudier les caractéristiques des contrats de sous-traitance afin de vérifier qu'ils ne confèrent pas de pouvoirs additionnels susceptibles d'aboutir à une situation de contrôle.

Cela concerne le plus souvent les contrats de construction et les contrats d'exploitation/maintenance des ouvrages concédés.

Une analyse est menée en cas d'événement spécifique susceptible d'avoir un impact sur le niveau de contrôle exercé par le Groupe (modification de la répartition du capital d'une entité, de sa gouvernance, exercice d'un instrument financier dilutif...).

Selon les dispositions de la norme IFRS 11 « Partenariats », le contrôle conjoint est établi lorsque les décisions concernant les activités prépondérantes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les partenariats sont classés en deux catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties. Cette classification est généralement établie par la forme légale du véhicule juridique employé pour porter le projet.

- Une coentreprise (joint-venture) est un partenariat dans lequel les parties (co-entrepreneurs) qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.
- Une activité conjointe (joint-operation) est un partenariat dans lequel les parties (coparticipants) ont des droits directs sur les actifs et des obligations directes au titre des passifs de l'entité. Chaque coparticipant doit comptabiliser sa quote-part d'actifs, de passifs, de produits et de charges relative à ses intérêts dans l'activité conjointe.

La plupart des partenariats du Groupe correspondent à des activités conjointes de par la forme légale des structures juridiques employées, comme en France, où les parties ont généralement recours à la société en



participation (SEP) pour contractualiser leurs activités de travaux en partenariat.

Dans quelques cas de figure, lorsque les faits et circonstances démontrent que les activités d'une entreprise ont été conçues dans l'objectif de fournir une production aux parties, la nature d'activité conjointe est avérée même lorsque la forme légale du véhicule juridique n'établit pas de transparence entre le patrimoine des coparticipants et celui du partenariat. En effet, cela indique que les parties ont droit, en substance, à la quasi-totalité des avantages économiques associés aux actifs de l'entreprise et qu'elles en régleront les passifs. Au sein du Groupe, cela concerne notamment certains postes d'enrobage.

Selon les dispositions de la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » révisée, les entités associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

3.2. Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actifs et de passifs, de produits et de charges entre entreprises intégrées globalement sont éliminées en totalité dans les comptes consolidés.

Les profits et pertes découlant de transactions portant sur des actifs (achat - vente) entre une entité consolidée en intégration globale et une entité mise en équivalence, ne sont comptabilisés dans les états financiers qu'à concurrence du pourcentage hors groupe dans l'entité mise en équivalence.

3.3. Opérations en monnaies étrangères

Les comptes des filiales étrangères sont tenus dans leur monnaie fonctionnelle.

Les bilans, dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de consolidation, sont convertis en euros au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au coût historique.

Les différences de conversion du bilan sont enregistrées en écarts de conversion dans les capitaux propres.

Le compte de résultat est converti au cours moyen de la période.

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. Les pertes et gains de change en résultant sont comptabilisés en résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les instruments dérivés de change qualifiés en couverture d'investissement net dans les filiales sont enregistrés en autres éléments du résultat global et présentés en réserve de conversion.

Les goodwill et ajustement de juste valeur provenant de l'acquisition de filiales étrangères sont considérés comme des actifs et passifs de la filiale et sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de la filiale et convertis au taux de clôture.

4. Règles et méthodes d'évaluation

Pour préparer les états financiers conformément aux normes IFRS, des estimations et des hypothèses ont été faites. Ces estimations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que sur d'autres facteurs qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

4.1. Présentation des états financiers

Le Groupe présente ses états financiers en conformité avec la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » :

- L'état du résultat consolidé est présenté par nature de produits et de charges afin de représenter au mieux le type d'activité du Groupe, y compris le résultat de cession de matériel qui revêt un caractère courant de l'activité du Groupe.

Le principal indicateur de performance du Groupe est le résultat opérationnel sur activité. Il est déterminé à partir du résultat opérationnel avant prise en compte de la juste valeur estimée des paiements en actions, de l'impact des tests de dépréciation des goodwill et des autres produits et charges opérationnels liés aux activités non opérationnelles du Groupe (cession d'activités, frais d'acquisition).

Le résultat financier présente séparément le coût de l'endettement financier du Groupe et les autres charges et produits financier.

- L'état du résultat global consolidé est déterminé à partir du résultat net de l'état du résultat consolidé et détaille les autres éléments du résultat global.

- L'état consolidé de la situation financière présente une ventilation des actifs et des passifs courants et non courants.



4.2. Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers du Groupe requiert le recours de la Direction Générale à des jugements, estimations et hypothèses qui ont un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers en qualité d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations communiquées sur les passifs éventuels.

Le dénouement des opérations sous-jacentes à ces estimations et hypothèses pourrait éventuellement générer, en raison de l'incertitude attachée à ces dernières, un ajustement significatif des montants comptabilisés au cours d'une période subséquente.

L'utilisation de jugements et d'estimations revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- Comptabilisation des contrats de constructions ;
- Évaluation des avantages postérieurs à l'emploi ;
- Évaluation des provisions pour risques (notamment pour pertes à terminaison, pour litiges) ;
- Évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles et notamment des goodwill ;
- Évaluation des actifs d'impôts différés ;
- Évaluation de la juste valeur des instruments financiers ;
- Évaluation des contrats de location.

5. Facteurs de risques financiers

Contexte de la crise sanitaire

L'activité globale du groupe sur l'exercice a dépassé son niveau de 2019, et il n'a pas été identifié d'évènements significatifs ayant un impact financier lié à la pandémie.

5.1. Risques liés aux taux d'intérêt

Le Groupe est exposé aux variations de taux d'intérêt sur sa dette à taux variable. Afin de limiter son exposition aux risques de variation à la hausse, Le Groupe peut procéder à la mise en place de produits dérivés optionnels ou de swap de taux d'intérêt. Ces produits dérivés peuvent être qualifiés d'opération de couverture au sens des normes IFRS. Le Groupe veille à ce que la part inefficace des couvertures ne soit pas significative.

La Note 8.14 présente la part des dettes soumises au risque de taux.

Toute augmentation du niveau des taux d'intérêts alourdirait le coût de financement du Groupe, ce qui entraînerait une réduction de son résultat financier et de son résultat net et pourrait ralentir sa croissance.

5.2. Risques liés aux taux de change

La majorité des filiales du Groupe exerçant leurs activités au sein de la zone Euro, l'exposition du Groupe aux risques liés aux taux de change est limitée.

En outre, les coûts liés à l'exécution de contrats internationaux libellés dans une monnaie locale autre que l'Euro sont généralement payés dans cette même monnaie locale.

Les risques liés aux taux de change concernent principalement les décalages de trésorerie au cours de l'exécution d'un contrat (financement des ressources ou du besoin en fond de roulement), ainsi que la conversion en Euro des frais généraux et du résultat générés par ledit contrat. Ponctuellement, le Groupe met en place une stratégie de couverture de la totalité ou d'une partie de ces flux de trésorerie afin de réduire son exposition aux risques liés aux taux de change.

Une variation significative des taux de change pourrait toutefois affecter les activités et les résultats du Groupe.

5.3. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe ne dispose pas des ressources financières nettes suffisantes pour faire face à ses obligations et à ses charges d'exploitation.

Le Groupe dispose d'un programme de titrisation de créances commerciales de 250 millions d'euros, renouvelé en 2019 pour une durée de 6 ans, et également d'un programme de Negotiable European Commercial Paper de 150 millions d'euros, non utilisé au 31 décembre 2021.

Le Groupe dispose également, d'une ligne de crédit revolving de 150 millions d'euros non utilisée au 31 décembre 2021, et d'une ligne de crédit investissement de 50 millions d'euros, non utilisée au 31 décembre 2021. Ces lignes sont incluses dans le contrat de crédit syndiqué de 350 millions d'euros renouvelé en décembre 2021 et exposé en Note 1.2.

Ces éléments, lorsqu'ils sont utilisés, sont classés en découverts bancaires et présentés en Note 8.11.

5.4. Risque fiscal

Les contrôles fiscaux de certaines sociétés du Groupe ont été clôturés en 2020.

Aucun contrôle fiscal n'est en cours à ce jour.

5.5. Risque Marché

Le Groupe n'est pas exposé au risque sur actions, les excédents de trésorerie étant placés sur des comptes rémunérés ou en comptes à terme.



5.6. Risque Crédit

Le risque de non-recouvrement des créances clients est limité, étant donné que le Groupe réalise plus des deux tiers de son activité avec des acteurs publics.

5.7. Risque de fluctuation des matières premières

Les marchés de travaux sur lesquels le Groupe opère sont en général affectés d'une clause de révision de prix adossée à un indice national qui permet de couvrir le risque de fluctuation du prix des matières premières.

Ponctuellement, dans le cadre de marchés importants et non révisables, le Groupe peut être amené à utiliser des contrats de couverture de prix de matières premières concernant des approvisionnements dont les variations des prix sur les marchés mondiaux sont importantes.

5.8. Risque Climat

Risque associé aux phénomènes naturels et aux effets du changement climatique

Les opérations du Groupe peuvent être menacées par des phénomènes naturels, en particulier météorologiques. Par ailleurs, l'activité du Groupe ralentit structurellement pendant l'hiver.

Des conditions défavorables (intempéries, pluie, foudre, neige, glace, etc.) peuvent entraîner des arrêts de site ou d'activité du projet ou la destruction accidentelle de structures en construction, entraînant un défaut de couverture des coûts fixes.

Le Groupe prévoit que ces phénomènes naturels pourraient s'aggraver ou augmenter en nombre à l'avenir en raison du changement climatique.

En plus de ses efforts pour proposer des techniques et des matériaux permettant de protéger les infrastructures existantes et d'équiper de nouvelles infrastructures pour résister à des variations climatiques plus extrêmes, le Groupe lance des actions de sensibilisation aux impacts du changement climatique (veille réglementaire, formation bas carbone) et intègre les conséquences du changement climatique dans les offres (R&D pour des solutions résilientes ainsi que des démonstrateurs et projets pilotes bas carbone et résilients).

Risque de dommages environnementaux

Les sociétés du groupe peuvent être soumises à des risques liés à la contamination potentielle des environnements naturels dans les projets et les régions où elles opèrent. La nécessité de se prémunir contre les risques de dommages environnementaux est prise en compte dans les activités opérationnelles du Groupe. Les sites certifiés

environnementaux font l'objet d'une analyse environnementale en plus des plans d'action préventifs budgétisés.

Le Groupe considère que l'évaluation des risques climatiques est correctement prise en compte et qu'elle est cohérente avec ses engagements pris en la matière. L'intégration de ces éléments n'a pas eu d'impact significatif en 2021 sur les états financiers du Groupe.

6. Variations de périmètre

6.1. Variations de périmètre

Le Groupe n'a procédé à aucune acquisition au cours de l'exercice 2021, excepté l'acquisition des minoritaires de la société PASS.

Le Groupe a également, suite à l'acquisition de Pontiggia en 2020, déterminé de manière définitive l'attribution des justes valeurs aux actifs et passifs et passifs éventuels identifiables. La juste valeur des actifs et passifs acquis est de (0,5) millions d'euros.

6.2. Périmètre de consolidation

La liste des sociétés consolidées est jointe en page 38.

7. Événements post-clôture

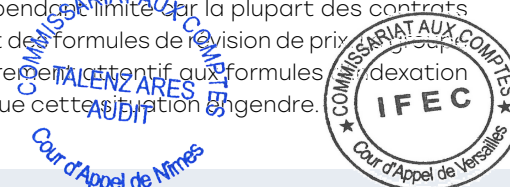
Cyberattaque

Le Groupe a subi courant mars 2022 une cyberattaque sophistiquée sur plusieurs serveurs. Grâce à la réactivité des équipes internes et conseils du Groupe et aux outils déployés depuis 2 ans, l'incident a été circonscrit rapidement et aucune perte de données ou impact sur les activités du Groupe n'ont été constatés. L'impact financier de cette opération est négligeable. Le Groupe poursuit activement le déploiement d'outils de protection de son environnement informatique.

Guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine, succédant à la crise sanitaire, entraîne d'importants changements sur l'environnement économique. Le Groupe précise qu'il n'est pas exposé de manière économique à l'Ukraine ou à la Russie.

Les difficultés d'approvisionnement et les augmentations des prix, des matières premières et des énergies essentielles à nos activités, auront un impact sur nos comptes sans qu'il soit possible d'en chiffrer le coût aujourd'hui. Le risque reste cependant limité car la plupart des contrats clients intègrent de nombreuses formules de révision de prix, et reste particulièrement attentif aux formules de révision de prix et aux risques que cette situation engendre.



8. Notes annexes

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en milliers d'euros sans décimale, sauf précision contraire.

Des écarts d'arrondis peuvent conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux figurant dans les tableaux.

8.1. Goodwill et Tests de pertes de valeurs

Regroupement d'entreprises et Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » révisée.

En application de cette norme révisée, le Groupe comptabilise à la juste valeur, aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs identifiables repris.

Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange de l'entité acquise. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté.

À compter de la date d'acquisition, toute variation ultérieure de cette juste valeur résultant d'évènements postérieurs à la prise de contrôle, est constatée en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition tels que les honoraires de due diligence sont comptabilisés en Autres Charges opérationnelles lorsqu'ils sont encourus.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs identifiables à leur juste valeur, à l'exception des actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente.

La différence positive entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis constitue le goodwill. Le cas échéant, le goodwill inclut la part de la juste valeur des intérêts minoritaires selon la méthode du goodwill complet.

Le Groupe dispose de douze mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

Dans le cas d'un regroupement réalisé par étapes, la participation antérieurement détenue dans l'entreprise est valorisée à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'éventuel profit ou perte qui en résulte est comptabilisée en résultat en « Autres produits et charges financiers ».

Conformément à la norme IAS 27 « Etats financiers individuels » révisée, les acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires, sans changement de contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. En vertu de cette approche, la différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d'intérêt dans les entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres du Groupe.

De la même manière, une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée est traitée comptablement comme une transaction entre actionnaires, sans impact sur le résultat.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrées globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Goodwill ». Les goodwill relatifs à des sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont inclus dans la rubrique « Participations dans les entreprises associées ».

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat en « Autres produits financiers » l'année de l'acquisition.

Tests de perte de valeur des goodwill

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les goodwill et autres actifs non financiers des unités génératrices de trésorerie (UGT) ont fait l'objet de tests de perte de valeur.

Si la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie excède la valeur recouvrable, les actifs de l'unité génératrice de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. La perte de valeur est imputée en priorité sur le goodwill et enregistrée au compte de résultat en Autres produits et charges opérationnels.

Les UGT sont déterminées en fonction du reporting opérationnel et correspondent à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrées de trésorerie identifiables. Les groupes d'UGT sont :

- Les Activités Régionales Multimétiers ;
- Les Filiales Nationales Spécialisées ou un groupe de filiales intégrées lorsque celles-ci exercent leur activité en dehors de l'organisation « Activités Régionales Multimétiers » ;
- Les Grands Projets.



La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la juste valeur (généralement le prix de marché), nette des coûts de cession, et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie disponible avant impôts (Résultat opérationnel + amortissements +/- Variation du besoin en fonds de roulement - Investissements de renouvellement).

Les hypothèses utilisées pour ces calculs comportent, comme toute estimation, une part d'incertitude et sont donc susceptibles d'être éventuellement ajustées au cours des périodes ultérieures.

Paramètres du modèle appliqué aux projections de flux de trésorerie

Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés avec un taux de croissance estimé à 2,0%. L'ensemble des flux est actualisé avec un taux d'actuali-

sation de 8,35% correspondant au coût moyen pondéré du capital après impôt du Groupe.

Ces calculs s'appuient sur un plan prévisionnel à 5 ans élaboré par le Management de l'UGT, et revu par la Direction Générale et la Direction Financière du Groupe.

Un changement raisonnablement possible d'hypothèses relatives aux tests de dépréciation réalisés pour chacun des groupes d'UGT ne conduirait pas à une charge de dépréciation des goodwill. Le taux d'actualisation à partir duquel le Groupe devrait constater une perte de valeur (point mort) est de 12%.

GROUPES D'UGT	TAUX D'ACTUALISATION	
	31/12/2021	31/12/2020
Activités Régionales Multimétriers	8,35%	8,4%
Grands Projets	8,35%	8,4%
Filiales Nationales Spécialisées	8,35%	8,4% - 10,9%

Groupes d'UGT	31/12/2020	Dépréciations	Variations de périmètre	Ecarts de conversion	Autres	31/12/2021
Activités Régionales Multimétriers	70 535		100			70 635
Grands Projets	21 585			16		21 601
Filiales Nationales Spécialisées	165 606		8			165 614
TOTAL GOODWILL	257 726	-	108	16	-	257 850

Groupes d'UGT	31/12/2019	Dépréciations	Variations de périmètre	Ecarts de conversion	Autres	31/12/2020
Activités Régionales Multimétriers	65 745		4 792		(2)	70 535
Grands Projets	21 593			(8)		21 585
Filiales Nationales Spécialisées	175 929	(10 323)				165 606
TOTAL GOODWILL	263 267	(10 323)	4 792	(8)	(2)	257 266



Aménagement corniche au Maroc

8.2. Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles du domaine concédé

Selon les dispositions de l'interprétation IFRIC 12 « Accords de concession de services », le concessionnaire peut être amené à exercer une double activité :

- Une activité de constructeur au titre de ses obligations de conception, de construction et de financement des nouvelles infrastructures qu'il remet au concédant ;
- Une activité d'exploitation et de maintenance des ouvrages concédés.

La comptabilisation de l'actif concédé dépend du mode de rémunération du service fourni :

- Lorsque la rémunération est basée sur la consommation du service par les usagers : l'actif concédé est comptabilisé en Immobilisations incorporelles du domaine concédé et évalué selon les dispositions de la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». Le montant des éventuelles subventions reçues est porté en diminution de la valeur des immobilisations incorporelles du domaine concédé ;
- Lorsque la rémunération est basée sur un montant fixe dû par le concédant sans lien avec la consommation du service par les usagers : l'actif concédé est comptabilisé en Autres actifs financiers et évalué selon les dispositions d'IFRS 9 « Instruments financiers ».

La variation de ces actifs est présentée en Note 8.5.

La rémunération de l'actif concédé est comptabilisée selon les dispositions d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

Autres immobilisations incorporelles

Les Autres immobilisations incorporelles comprennent principalement des brevets, licences et logiciels informatiques, ainsi que les droits de fortagement de carrières à durée définie.

Les autres immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué le cas échéant des amortissements et pertes de valeurs cumulés.

Les droits de fortagement des carrières sont amortis au fur et à mesure des extractions (tonnages extraits pendant l'exercice rapportés à la capacité totale d'extraction estimée de la carrière sur sa durée d'exploitation).

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité.

Année 2021

	31/12/2020	Augmentations	Autres mouvements	31/12/2021
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	5 896	1 500		7 396
Amortissements des Immobilisations incorporelles du domaine concédé	1 155	638	188	1 981
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES DU DOMAINE CONCÉDÉ	4 741	862	(188)	5 415

Année 2020

	31/12/2019	Augmentations	Autres mouvements	31/12/2020
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	5 627		269	5 896
Amortissements des Immobilisations incorporelles du domaine concédé	536	590	29	1 155
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES DU DOMAINE CONCÉDÉ	5 091	(590)	240	4 741



Réaménagement du parc des ateliers aux abords de la tour de la Cour d'Appel de Versailles

Immobilisations Incorporelles Année 2021

Valeurs brutes	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Brevets et licences	10 061		1 312	(1 385)	2 360	1	12 349
Autres immobilisations incorporelles	1 235		62				1 297
Immobilisations incorporelles en cours et avances et acomptes	2 615		784		(2 360)		1 039
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES	13 911	-	2 158	(1 385)	-	1	14 685

Amortissements et provisions	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Brevets et licences	3 758		1 248	(1 083)		1	3 924
Autres immobilisations incorporelles	882		487				1 369
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	4 640	-	1 735	(1 083)	-	1	5 293

Valeurs nettes	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Brevets et licences	6 303		64	(302)	2 360		8 425
Autres immobilisations incorporelles	353		(426)				(73)
Immobilisations incorporelles en cours et avances et acomptes	2 615		784		(2 360)		1 039
VALEURS NETTES	9 271	-	422	(302)	-	-	9 391

Année 2020

Valeurs nettes	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2020
Brevets et licences	4 569	758	(564)	(31)	1 573	(2)	6 303
Autres immobilisations incorporelles	687	1	(32)		(303)		353
Immobilisations incorporelles en cours et avances et acomptes	1 154	433	2 570		(1 542)		2 615
VALEURS NETTES	6 410	1 192	1 974	(31)	(273)	(2)	9 271



Création d'un passage à niveau dans l'Hérault

8.3. Immobilisations corporelles et Droits d'utilisation des actifs loués

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les éléments d'actifs font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien. La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale du bien. Le montant de la valeur résiduelle est celui que le Groupe recevrait actuellement si l'actif était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévus à la fin de sa durée de vie utile.

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Constructions	15 à 40 ans
Matériel de travaux publics	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel ferroviaire	8 à 30 ans
Agencements	5 à 19 ans
Mobiliers et matériel de bureau	3 à 10 ans

Droits d'utilisation des actifs loués

Le Groupe comptabilise l'ensemble de ses contrats de location au bilan, à l'exception des contrats d'une durée inférieure à 12 mois ou de ceux portant sur des biens d'une valeur unitaire à neuf non significative qui restent comptabilisés en loyers au compte de résultat sans impact sur le bilan du Groupe.

Les contrats de location simple sont comptabilisés en dettes de location pour la valeur actualisée des loyers restant à payer en contrepartie d'un droit d'utilisation de l'actif sous-jacent. Selon la méthode simplifiée, le montant des droits d'utilisation est égal au montant de la dette de location comptabilisée.

Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif et la charge financière relative aux intérêts de la dette viennent se substituer à la charge de location précédemment reconnue entièrement en résultat opérationnel.

Les droits d'usage des contrats de location sont amortis de façon linéaire sur la durée des contrats, ils sont ajustés à chaque fois que la valeur de la dette financière de location est réévaluée.

Les hypothèses et les estimations faites pour déterminer la valeur des droits d'utilisation des contrats de location et des dettes de location portent en particulier sur la détermination des taux d'actualisation et des durées de location.

Les durées de location retenues correspondent généralement à la durée du contrat ferme notamment sur les contrats de location de matériel et de véhicules, et, pour les baux immobiliers il a été retenu le plus souvent une durée de 9 ans. Dans certains cas exceptionnels, notamment dans le cadre des baux emphytéotiques ou bail à construire, les durées sont supérieures à 30 ans.

Pour la détermination du taux d'actualisation des dettes de location, il a été tenu compte de la durée résiduelle des contrats.

Les loyers variables ou les prestations de services liés au contrat ne sont pas pris en compte dans la détermination du montant du droit d'usage ni de celui des dettes de location. Ils sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Un impôt différé est constaté sur l'écart entre les droits d'utilisation et les dettes de location, entrant dans le champ de la norme IFRS 16.

Droits d'utilisation des actifs loués Année 2021

Valeurs brutes	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Droit d'utilisation des actifs immobiliers	29 449		11 486	(837)		53	40 151
Droit d'utilisation des actifs mobiliers	328 736		19 988	(4 303)	(920)	951	344 452
VALEURS BRUTES	358 185	-	31 474	(5 140)	(920)	1 004	384 603

Amortissements et provisions	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Amortissements des droits d'utilisation des actifs immobiliers	11 432		6 954	(613)		26	17 799
Amortissements des droits d'utilisation des actifs mobiliers	181 052		31 186	(4 298)		438	208 378
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	192 484	-	38 140	(4 911)	-	464	226 177

Valeurs nettes	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Droit d'utilisation des actifs immobiliers	18 017		4 532	(224)		27	22 352
Droit d'utilisation des actifs mobiliers	147 685		(11 198)	(5)	(920)	512	136 074
VALEURS NETTES	165 702	-	(6 666)	(229)	(920)	539	158 426

Année 2020

Valeurs nettes	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2020
Droit d'utilisation des actifs immobiliers	21 190	1 206	193	(4 539)		(32)	18 017
Droit d'utilisation des actifs mobiliers	147 690	2 712	(638)	(1 413)		(667)	147 685
VALEURS NETTES	168 880	3 918	(445)	(5 952)	-	(699)	165 702

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT

Cour d'Appel de Metz



Immobilisations corporelles Année 2021

Valeurs brutes	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Terrains	48 816		139			23	48 978
Constructions	71 596		1 363	(431)	2 485	78	75 091
Installations techniques, matériels, outillages industriels	351 157		63 258	(34 078)	2 667	1 112	384 116
Autres immobilisations corporelles	144 569		26 644	(12 434)	1 603	392	160 774
Immobilisations en cours et avances sur Immobilisations	15 736		12 519	(8 527)	(5 348)	27	14 407
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	631 874	-	103 923	(55 470)	1 407	1 632	683 366

Amortissements et provisions	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Terrains	9 014		1 423				10 437
Constructions	7 378		4 432	(413)		33	11 430
Installations techniques, matériels, outillages industriels	196 633		42 965	(28 326)	328	477	212 077
Autres immobilisations corporelles	94 194		24 053	(11 100)	(26)	150	107 271
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	307 219	-	72 873	(39 839)	302	660	341 215

Valeurs nettes	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Terrains	39 803		(1 284)			23	38 542
Constructions	64 216		(3 069)	(18)	2 485	45	63 659
Installations techniques, matériels, outillages industriels	154 523		20 293	(5 752)	2 339	635	172 038
Autres immobilisations corporelles	50 376		2 591	(1 334)	1 629	242	53 504
Immobilisations en cours et avances sur Immobilisations	15 737		12 519	(8 527)	(5 348)	26	14 407
VALEURS NETTES	324 655	-	31 050	(15 631)	1 105	971	342 150

Année 2020

Valeurs nettes	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2020
Terrains	44 600	185	770	66	(5 806)	(12)	39 803
Constructions	42 547	431	3 775	(3 901)	21 407	(43)	64 216
Installations techniques, matériels, outillages industriels	157 447	349	8 790	(8 650)	(1 971)	(1 442)	154 523
Autres immobilisations corporelles	54 437	1 067	(3 048)	(1 316)	(471)	(293)	50 376
Immobilisations en cours et avances sur Immobilisations	18 356		10 538	(4 317)	(8 839)	(1)	15 737
VALEURS NETTES	317 387	2 032	20 825	(18 118)	4 320	(1 791)	324 655



Travaux de renaturation en Moyenne Romanche

8.4. Participations dans les Entreprises Associées (mise en équivalence)

Les participations dans les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence : elles sont enregistrées initialement au coût d'acquisition comprenant le cas échéant le goodwill dégagé.

Leur valeur comptable est, par la suite ajustée pour prendre en compte les évolutions de la quote-part du Groupe dans l'actif net de ces entreprises.

Lorsque la situation nette d'une société mise en équivalence devient négative, les quotes-parts de situations nettes sont présentées en Provisions courantes sauf si le Groupe s'est engagé à recapitaliser ou a déjà investi des fonds vis-à-vis de cette société.

La variation sur l'exercice est indiquée au compte de résultat (Quote-Part de résultat des entreprises associées).

Les pertes de valeur résultant des tests de dépréciation des titres mis en équivalence sont comptabilisées en résultat net et en diminution de la valeur comptable des participations correspondantes.



Pont-de-Provence à Aigues-Mortes

Année 2021

31/12/2021 Données à 100 %	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Résultat net	Capitaux Propres	% d'intérêt	Quote part de résultat net	Capitaux propres part du Groupe YC GW
Calcaires Du Biterrois	5 437	288	302	1 598	50%	151	799
Corrèze Enrobés	7 954	(77)	(11)	768	43%	(5)	267
Granulats de l'est	5 116	(13)	344	745	38%	129	279
M.E.H.R.	5 740	420	295	1 053	23%	68	1 171
NGE Autoroutes	-	(30)	(1 427)	27 531	10%	(143)	4 918
P2R	8 772	562	412	2 637	22%	90	628
Port Adhoc	18 739	2 118	544	39 153	16%	90	8 984
SLE	667	34	25	646	39%	10	521
Société des Enrobés Clermontois	2 479	129	91	211	33%	30	402
Divers	5 270	53	(110)	1 656	-	(47)	317
TOTAL	60 174	3 484	465			372	18 286



Année 2020

31/12/2020 Données à 100 %	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Résultat net	Capitaux Propres	% d'intérêt	Quote part de résultat net	Capitaux propres part du Groupe YC GW
Calcaires Du Biterrois	5 159	(164)	(229)	1 296	50%	(115)	648
Correze Enrobes	8 093	501	502	779	43%	216	272
Granulats de l'Est	4 247	80	(114)	399	35%	(40)	140
M.E.H.R	4 591	711	450	758	23%	104	1 103
NGE Autoroutes	-	(24)	(1 939)	28 958	10%	(194)	2 896
P2R	7 662	361	389	2 575	22%	85	615
Port Adhoc	16 560	1 289	232	36 450	16%	38	8 539
SAPAG	-	(12)	(65)	(60)	33%	(22)	(20)
SLE	634	44	32	622	39%	12	512
Societe Des Enrobes Clermontois	3 098	186	130	249	33%	43	414
Divers	5 086	374	221	1 928	-	49	407
TOTAL	55 130	3 346	(392)			175	15 526

La variation des participations dans les entreprises associées s'analyse comme suit :

	Montants Nets
AU 31/12/2019	14 023
Résultat de l'exercice 2020	175
Dividendes distribués	(104)
Opérations sur le capital	427
Variation de périmètre	1 001
Changement de méthode	-
Autres	4
AU 31/12/2020	15 526
Résultat de l'exercice 2021	372
Dividendes distribués	(143)
Opérations sur le capital	-
Variation de périmètre	365
Changement de méthode	-
Autres	2 166
AU 31/12/2021	18 286

Les autres mouvements présentés dans le tableau de variation correspondent à la variation de juste valeur de la catégorie « Actifs financiers, Concessions et PPP ».



Contournement de Baraqueville par la RN88



Opération coup de poing sur un passage à niveau à Agde

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes

COMMISSARIAT AUX COMPTES
IFEC
Cour d'Appel de Versailles

8.5. Variation des Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent principalement les Actifs disponibles à la vente et les créances rattachées à des participations, ainsi que les dépôts de garanties, prêts et autres créances financières.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation du Groupe dans des sociétés non consolidées. Ils sont évalués à la juste valeur à la date de clôture. Si leur juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les facteurs considérés pour déterminer une dépréciation sont la baisse de la quote-part des capitaux propres détenus et une dégradation significative et prolongée de la rentabilité attendue.

Les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en résultat net, conformément à IFRS 9 « Instruments financiers ».

Prêts, dépôts

Les prêts et dépôts sont comptabilisés au coût amorti. Le cas échéant, ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation. La dépréciation correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable et est comptabilisée en résultat dans le poste « Autres Produits et charges financiers ». Une reprise de provision peut être réalisée en cas d'évolution favorable de la valeur recouvrable.

Année 2021

Valeurs Brutes	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Actifs disponibles à la vente	26 766		990	(3 908)	28 044		51 892
Autres actifs financiers	75 735		36 217	(15 743)		24	96 233
VALEURS BRUTES	102 501	-	37 207	(19 651)	28 044	24	148 125

Provisions	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Actifs disponibles à la vente	318						318
Autres actifs financiers	2						2
PROVISIONS	320	-	-	-	-	-	320

Valeurs Nettes	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2021
Actifs disponibles à la vente	26 448		990	(3 908)	28 044		51 574
Autres actifs financiers	75 732		36 217	(15 743)		24	96 230
VALEURS NETTES	102 180	-	37 207	(19 651)	28 044	24	147 804

Année 2020

Valeurs Brutes	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2020
Actifs disponibles à la vente	24 779	5	5 200	(2 241)	(976)		26 766
Autres actifs financiers	81 057	(40 372)	45 708	(12 468)	2 056	(246)	75 735
VALEURS BRUTES	105 836	(40 367)	50 908	(14 709)	1 080	(246)	102 501

Provisions	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2020
Actifs disponibles à la vente	562		56	(300)			318
Autres actifs financiers	5 787	1		(5 786)			2
PROVISIONS	6 349	1	56	(6 086)	-	-	320

Valeurs Nettes	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Écart de conversion	31/12/2020
Actifs disponibles à la vente	24 217	5	5 144	(1 941)	(976)		26 448
Autres actifs financiers	75 269	(40 373)	45 708	(6 682)	2 056	(246)	75 732
VALEURS NETTES	99 486	(40 368)	50 852	(8 623)	1 080	(246)	102 180

Les autres mouvements présentés dans le tableau de variation correspondent à la variation de juste valeur de la catégorie « Actifs financiers, Concessions et PPP ».



Synthèse des Actifs Financiers relatifs aux Concessions et PPP

	31/12/2021	31/12/2020
Actifs disponible à la vente - Concessions et PPP	46 851	18 531
Autres actifs financiers - Concessions et PPP	89 941	45 607
Participations dans les entreprises associées	13 820	11 429
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS CONCESSIONS ET PPP	150 612	75 567

8.6. Autres Actifs non courants

Les Autres Actifs non courants comprennent les créances d'impôts remboursables à plus d'un an. Il s'agit notamment des crédits d'impôts recherche et mécénat non imputables et non remboursables en 2021.

8.7. Impôts sur le Résultat et Impôts Différés

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impositions différées sont constatées sur les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif. Elles résultent :

- De différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont, soit des sources d'impositions futures (impôts différés passifs), soit des sources de déductions futures (impôts différés actifs) et principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement ;
- De reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs). Les actifs d'impôts différés sont reconnus s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours des exercices futurs.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôts différés. Les actifs d'impôts différés non reconnus sont appréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur permettra de les recouvrer.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque entité ou du résultat d'ensemble des entités comprises dans le périmètre d'intégration fiscale, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale.



Chantier PN288

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé sur la base des taux d'impôts adoptés à la date d'arrêté des comptes.

Ainsi, le taux d'impôt théorique retenu pour l'établissement des comptes consolidés de 2021 est 28,408%, taux de droit commun pour l'imposition des filiales françaises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros.

Le taux retenu au 31 décembre 2021 pour la comptabilisation des impôts sur les différences temporelles et les reports fiscaux déficitaires des entités françaises, compte tenu de l'échéancier de retournement pour les années 2022 et suivants, est de 25,83%.

Rapprochement entre la charge d'impôt totale comptabilisée et la charge théorique

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat Net Consolidé	63 312	22 686
Impôts sur les Bénéfices	(17 565)	(9 984)
Résultat avant impôts	80 877	32 670
Taux d'Imposition Théorique en Vigueur	28,41%	32,02%
Charge d'impôt théorique	22 976	10 462
Différences Permanentes	(913)	2 992
Déficits non activés	-	110
Résultats mis en Équivalence	106	56
Écarts de Taux d'Imposition	(4 604)	(3 636)
Charge d'impôt effective	17 565	9 984
TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF	21,72%	30,56%



Charge d'impôt sur le résultat

	31/12/2021	31/12/2020
Impôts Exigibles	14 350	9 108
Impôts Différés	3 215	876
TOTAL	17 565	9 984

Ventilation de l'impôt différé

Année 2021

	Solde net au 1 ^{er} janvier 2021	Comptabilisés en résultat net	Écarts de conversion et autres	Comptabilisés en autres éléments du résultat global	Comptabilisés directement en capitaux propres	SOLDE AU 31/12/2021		
						Solde avant Compensation	Compensation par sphère fiscale	Actifs (Passifs) d'impôts nets
Différences temporelles	15 296	1 200	42		93	16 630		
Provisions	9 796	(3 516)	80			6 362		
Déficits fiscaux	7 360	(2 804)				4 557		
Provisions IFC	11 496	(1 031)		106	(1 682)	8 889		
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS	43 948	(6 151)	122	106	(1 589)	36 436	(34 814)	1 622
Immobilisations	(56 048)	4 995	(67)			(51 120)		
Provisions	1 986	(2 090)				(104)		
Incorporel	30	1	1			32		
Financier	(31)	31				-		
Instruments financiers	558			(473)		85		
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS	(53 505)	2 937	(66)	(473)	-	(51 108)	34 814	(16 294)
ACTIFS (PASSIFS) D'IMPÔT NETS	(9 558)	(3 215)	58	(367)	(1 589)	(14 673)	-	(14 672)

Année 2020

	Solde net au 1 ^{er} janvier 2020	Comptabilisés en résultat net	Écarts de conversion et autres	Comptabilisés en autres éléments du résultat global	Comptabilisés directement en capitaux propres	SOLDE AU 31/12/2020		
						Solde avant Compensation	Compensation par sphère fiscale	Actifs (Passifs) d'impôts nets
Différences temporelles	17 160	(416)	(31)	(1 426)	10	15 296		
Provisions	10 884	(1 076)	(79)		67	9 796		
Déficits fiscaux	16 224	(9 268)			403	7 360		
Provisions IFC	11 476	(648)		525	143	11 496		
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS	55 744	(11 408)	(110)	(901)	623	43 948	(42 119)	1 829
Immobilisations	(60 462)	7 158	71	(2 459)	(356)	(56 048)		
Provisions	(1 584)	3 305	265			1 986		
Incorporel	30					30		
Financier	(100)	69				(31)		
Instruments financiers	394			164		558		
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS	(61 723)	10 532	336	(2 295)	(356)	(53 506)	42 119	(11 387)
ACTIFS (PASSIFS) D'IMPÔT NETS	(5 980)	(876)	226	(3 196)	267	(9 558)	-	(9 558)



8.8. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production par l'entreprise ou à leur valeur nette de réalisation si elle est inférieure à chaque clôture.

	31/12/2020	Variations de périmètre	Variation	Écart de conversion	31/12/2021
Matières et Autres Produits	56 911		4 070	449	61 430
Amortissements et Pertes de Valeurs	(143)		(34)		(177)
STOCKS	56 768	-	4 036	449	61 253

	31/12/2019	Variations de périmètre	Variation	Écart de conversion	31/12/2020
Matières et Autres Produits	49 082	85	8 071	(327)	56 911
Amortissements et Pertes de Valeurs	(185)	(20)	62		(143)
STOCKS	48 897	65	8 133	(327)	56 768

8.9. Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à l'origine à leur valeur nominale, et, à chaque arrêté, les créances clients sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeurs pour risques de non- recouvrement.

Le Groupe applique le modèle simplifié tel que défini dans IFRS 9, et enregistre une dépréciation de ses créances

clients correspondant à la perte de crédit attendue à maturité.

	31/12/2021	31/12/2020
Créances Clients-Valeurs Brutes	1 033 143	876 742
Dépréciations	(10 782)	(10 558)
VALEURS NETTES	1 022 361	866 184

Échéancier des créances clients

	Total	Non échues	< 30 jours	30<60 jours	60<90 jours	90<120 jours	>120 jours
Créances Clients au 31/12/2021	1 022 361	734 328	67 495	71 759	28 435	11 784	108 560
Créances Clients au 31/12/2020	866 184	639 920	62 075	34 371	12 054	15 751	102 013



Salle de l'Arena Futuroscope : sport, culture, congrès, concerts...



8.10. Autres Actifs Courants

	31/12/2021	31/12/2020
Etat	189 541	144 616
Créances sociales	4 106	4 522
Autres débiteurs	49 714	69 170
Charges constatées d'avance	16 674	27 270
AUTRES ACTIFS COURANTS	260 035	245 578

8.11. Trésorerie Nette

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements court terme soumis à un risque négligeable de changements de valeur. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes à terme, de comptes rémunérés et des certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur, conformément à IFRS 9 « Instruments financiers ». Les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat.

Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et présentés en dettes financières courantes.

8.12. Besoin en Fonds de Roulement

	31/12/2021	31/12/2020	Généré par l'Activité	Fournisseurs d'Immobilisations	Variations de Périmètres et Autres
Stocks	61 253	56 768	(817)		(3 668)
Clients	1 022 361	866 184	(154 329)		(1 848)
Autres Actifs	278 009	267 535	(12 705)		2 232
ACTIFS	1 361 623	1 190 487	(167 851)	-	(3 284)
Fournisseurs	943 623	849 868	90 035	(213)	3 932
Autres passifs	682 056	600 386	79 378		2 292
PASSIFS	1 625 679	1 450 254	169 413	(213)	6 224
(BESOIN) / RESSOURCES EN FONDS DE ROULEMENT	264 056	259 767	1 562	(213)	2 940

8.13. Endettement Financier Net

Les emprunts sont initialement enregistrés au coût qui correspond à la juste valeur du montant reçu, net des coûts d'émission.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, qui prend en compte tous les coûts d'émission et toute décote ou prime de remboursement.

Dettes de location

Conformément à la norme IFRS 16 « Contrats de location » le groupe évalue la dette relative aux contrats de location sur la base de la valeur actualisée des loyers restant dus au bailleur y compris le cas échéant le prix d'exercice d'une



NGE au chevet de la Vallée de la Roya. Ici, la pelle araignée réalise les premiers sondages

La Trésorerie nette inclut un montant en devises (Livre Britannique et Dollar US essentiellement) représentant 67,4 millions d'euros. Ce montant s'élevait à 48,7 millions d'euros au 31 décembre 2020.

	31/12/2021	31/12/2020
Placements	1 453	161 313
Disponibilités	451 101	555 517
Trésorerie et Equivalent de Trésorerie	452 554	716 830
Soldes créditeurs de banque (yc titrisation)	(257 059)	(253 947)
Découvert Bancaire	(257 059)	(253 947)
TRÉSORERIE NETTE	195 495	462 883

option d'achat si le preneur est raisonnablement certain d'exercer cette option.

La dette peut être ré-évaluée en cas de révision de la durée de location, de modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain ou non de l'exercice de l'option, et de révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers.

Les frais financiers relatifs à cette dette sont enregistrés dans les charges financières dans la rubrique « coût de l'endettement financier net ».



	31/12/2021				31/12/2020			
	Courant	Non courant		Total	Courant	Non courant		Total
		1 à 5 ans	+ de 5 ans			1 à 5 ans	+ de 5 ans	
Prêts Garantis par l'Etat				-	206 221			206 221
Emprunts obligataires	21 520	14 161	149 439	185 120	71 180			71 180
Emprunts auprès des établissements de crédit	92 917	137 217	76 744	306 878	68 801	218 746	20 739	308 285
Dettes financières de location	34 358	61 432	4 957	100 747	40 381	58 736	4 493	103 610
Autres Dettes Financières	31	338		369	170	1 745		1 915
ENDETTEMENT BRUT	148 826	213 148	231 140	593 114	386 753	279 227	25 232	691 211
Trésorerie nette				195 495				462 883
ENDETTEMENT NET				397 619				228 328
Dont dettes à taux fixes	82 693	126 674	161 128	370 495	141 956	112 903	12 100	266 959
Dont dettes à taux variables	66 133	86 474	70 012	222 619	244 797	166 325	13 131	424 253

Endettement financier et flux de financement du Tableau de flux de Trésorerie

Conformément à l'Amendement IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » et afin de permettre de faire le lien entre les flux de trésorerie provenant des activités de financement et les variations des dettes financières présentées au

bilan, il est présenté une information sur les variations des passifs en séparant les flux de trésorerie, et les flux sans impact sur la trésorerie.

VARIATIONS SANS IMPACT SUR LA TRÉSORERIE

	31/12/2020	Flux de trésorerie	Variations de périmètre	Juste Valeur	Autres variations	Écarts de conversion	31/12/2021
Prêts Garantis par l'Etat	206 221	(203 324)			(2 897)		-
Emprunts obligataires	71 180	115 454			(1 514)		185 120
Emprunts auprès de Etablissements de Crédit	308 285	(1 544)			64	73	306 878
Dettes financières de location	103 610	(37 368)			34 088	417	100 747
Autres Dettes Financières	1 915	(316)		(1 406)		176	369
TOTAL	691 211	(127 098)	-	(1 406)	29 741	666	593 114

VARIATIONS SANS IMPACT SUR LA TRÉSORERIE

	31/12/2019	Flux de trésorerie	Variations de périmètre	Juste Valeur	Autres variations	Écarts de conversion	31/12/2020
Prêts Garantis par l'Etat	-	201 221	5 000				206 221
Emprunts obligataires	70 990	(4)			194		71 180
Emprunts auprès de Etablissements de Crédit	272 463	35 074	2 952		(2 178)	(25)	308 285
Dettes financières de location	106 123	(40 120)	3 553		34 622	(568)	103 610
Autres Dettes Financières	6 467	13 719	(18 851)	599	56	(75)	1 915
TOTAL	456 044	209 890	(7 346)	599	32 694	(668)	691 211

Covenants financiers

Dans le cadre du Crédit Corporate et de l'emprunt obligataire Euro PP, le Groupe s'est engagé à respecter certains ratios financiers définis contractuellement.

Au 31 décembre 2021, les ratios à respecter sont les suivants :

- Ratio de levier Brut : inférieur à 5
- Ratio de levier Net : inférieur à 2.5
- Trésorerie Nette au moins égale à 60 millions d'euros

Au 31 décembre 2021, ces ratios sont respectés.



8.14. Instruments Financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme, des swaps de taux d'intérêt pour se couvrir contre les risques associés aux taux d'intérêts et des swaps d'indices matières premières. Ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur.

Au 31 décembre 2021, la juste valeur prend en compte le risque de crédit ou le risque propre de l'entité conformément à IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur ». L'estimation de ces risques est calculée sur la base des données observables du marché.

Tous gains et pertes provenant des variations de juste valeur de dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont comptabilisés directement dans le compte de résultat.

La juste valeur des contrats de change à terme est calculée par référence aux cours actuels pour des contrats ayant des profils de maturité similaires. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée par référence aux valeurs de marché d'instruments similaires.

Conformément à IFRS 9 « Instruments financiers », la qualification de la couverture détermine son traitement comptable :

- Les couvertures de juste valeur couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme (excepté pour le risque de change), qui est attribuable à un risque particulier et qui pourrait influencer sur le résultat net. La comptabilisation du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture se fait par le résultat net ;
- Les couvertures de flux de trésorerie couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable soit

à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future hautement probable ou au risque de change sur un engagement ferme. La partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considérée comme efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global ; le profit ou la perte résiduel sur l'instrument de couverture est comptabilisé en résultat net ;

- Les couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger sont comptabilisées de manière analogue aux couvertures de flux de trésorerie.

Couverture du risque de taux, change et matières premières :

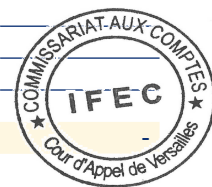
Les instruments financiers dérivés utilisés afin de couvrir la dette sont des contrats de swap ou des options pris auprès d'établissements financiers de premier plan. Au regard des contrats de couverture de taux existants au 31 décembre 2021, le total des dettes financières brutes soumises à un risque de taux non capé (y compris titrisation) s'élève à 256 millions d'euros contre 234,5 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Concernant les nouveaux financements émis le 08 décembre 2021, et notamment la tranche de refinancement, une couverture a été mise en place dès le 24 janvier 2022, pour un notionnel de 112,5 millions d'euros, ce qui porte le total des dettes financières brutes soumises à un risque de taux non capé (y compris titrisation) à 143,4 millions d'euros.

A endettement constant au 31 décembre 2021 et en tenant compte des dérivés de taux en portefeuille à cette date, une augmentation de 25 points de base des taux variables n'aurait pas d'impact significatif sur les charges financières annuelles en raison des financements ayant un taux E3M flooré, et, un niveau de l'E3M négatif à -0,57 au 31 décembre 2021.

MODE DE DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

31/12/2021 Actifs et Passifs financiers	Valeur au bilan	Coût amorti	Juste valeur par les autres éléments du résultat global	Juste valeur par le résultat	Niveau 1 Prix coté sur un marché actif	Niveau 2 Modèle avec données de marché observables	Niveau 3 Modèle avec données non observables
Actifs financiers disponibles à la vente	51 574			51 574			51 574
Autres actifs financiers	96 230	96 230					
Comptes courants débiteurs	10 261	10 261					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	452 554	452 554					
Clients	1 022 361	1 022 361					
TOTAL DES ACTIFS	1 632 980	1 581 406	-	51 574	-	-	51 574
Emprunts et autres financements	592 773	592 773					
Comptes courants créditeurs	24 213	24 213					
Dérivés	340		340			340	
Découverts bancaires	257 059	257 059					
Fournisseurs	943 623	943 623					
TOTAL DES PASSIFS	1 818 008	1 817 668	340	-	-	340	-



MODE DE DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

31/12/2020 Actifs et Passifs financiers	Valeur au bilan	Coût amorti	Juste valeur par les autres éléments du résultat global	Juste valeur par le résultat	Niveau 1 Prix coté sur un marché actif	Niveau 2 Modèle avec données de marché observables	Niveau 3 Modèle avec données non observables
Actifs financiers disponibles à la vente	26 448			26 448			26 448
Autres actifs financiers	75 732	75 732					
Comptes courants débiteurs	9 547	9 547					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	716 830	716 830					
Clients	866 184	866 184					
TOTAL DES ACTIFS	1 694 741	1 668 293	-	26 448	-	-	26 448
Emprunts et autres financements	689 467	689 467					
Comptes courants créditeurs	8 366	8 366					
Dérivés	1 745		1 745			1 745	
Découverts bancaires	253 947	253 947					
Fournisseurs	849 868	849 868					
TOTAL DES PASSIFS	1 803 393	1 801 648	1 745	-	-	1 745	-

La valeur des instruments de couverture de taux se présente de la façon suivante :

Justes Valeurs au 31/12/2021	Actifs non Courants	Actifs Courants	Passifs non Courants	Passifs Courants	Notionnel
Swap de Couverture de Flux de Trésorerie			91		150 000
Options Eligibles à la Comptabilité de Couverture	39				66 692
Swap d'indices Matières Premières				249	5 938
TOTAL COUVERTURE RISQUE DE TAUX, CHANGE, MATIÈRES PREMIÈRES	39	-	91	249	222 630

Justes Valeurs au 31/12/2020	Actifs non Courants	Actifs Courants	Passifs non Courants	Passifs Courants	Notionnel
Swap de Couverture de Flux de Trésorerie			443		150 000
Options Eligibles à la Comptabilité de Couverture			391		83 511
Swap d'indices Matières Premières				911	4 770
TOTAL COUVERTURE RISQUE DE TAUX, CHANGE, MATIÈRES PREMIÈRES	-	-	834	911	238 281

8.15. Provisions Non Courantes et Courantes

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle à l'égard d'un tiers (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressource représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions non courantes comprennent pour l'essentiel la part à plus d'un an des :

- Provisions pour litiges et contentieux : ces provisions sont destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe ;
- Provisions pour réaménagement de carrières, renouvellement et remise en état. Il s'agit du coût de remise en état des sites d'exploitation de carrières ;
- Provisions pour indemnités de fin de carrière (cf. Note 8.16).

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle normal d'exploitation pour la partie à moins d'un an.



Chantier Vigirail à Connerré

Année 2021

	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Changement de méthode	Écart de conversion	31/12/2021
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière	34 365	1 016	(18)	(5 343)	19	30 039
Provisions pour Réaménagement de Carrières	4 543	630	(85)			5 088
Provisions pour Contentieux et Litiges	48 329	16 945	(18 821)		107	46 560
Autres Provisions pour Charges non courantes	277		(41)			236
PROVISIONS NON COURANTES	87 513	18 591	(18 965)	(5 343)	126	81 923
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière (-1an)	1 901	973	(1 236)			1 638
Provisions pour Contentieux et Litiges (-1an)	6 780	2 885	(1 701)			7 964
PROVISIONS COURANTES	8 681	3 858	(2 937)	-	-	9 602
TOTAL DES PROVISIONS	96 194	22 449	(21 902)	(5 343)	126	91 525

Année 2020

	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Écart de conversion	31/12/2020
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière	31 312	2 598		494	(39)	34 365
Provisions pour Réaménagement de Carrières	4 347	380	(184)			4 543
Provisions pour Contentieux et Litiges	49 971	15 714	(17 321)	158	(194)	48 329
Autres Provisions pour Charges non courantes	260		(370)	387		277
PROVISIONS NON COURANTES	85 890	18 692	(17 875)	1 039	(233)	87 513
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière (-1an)	1 779	1 901	(1 779)			1 901
Provisions pour Contentieux et Litiges (-1an)	5 783	1 310	(313)			6 780
PROVISIONS COURANTES	7 562	3 211	(2 092)	-	-	8 681
TOTAL DES PROVISIONS	93 452	21 903	(19 967)	1 039	(233)	96 194

8.16. Indemnités de fin de carrière

Les engagements liés aux régimes de retraite à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle.

Les hypothèses de calcul actuariel des engagements de retraite à prestations définies sont revues annuellement.

Les impacts de réévaluation du passif net liés aux régimes de retraite à prestations définies sont enregistrés en autres éléments du résultat global. Ils comprennent essentiellement les gains et pertes actuariels sur l'engagement résultant des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (fonds de pension ou contrats d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé à l'actif ou au passif.

Selon les dispositions de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », la charge comptabilisée en résultat opérationnel sur activité comprend le coût des services rendus ainsi que les effets de toute modification, réduction ou liquidation de régime. L'impact de désactualisation reconnue sur la dette

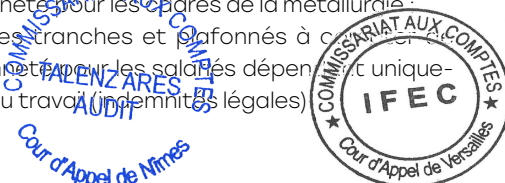
actuarielle et les produits d'intérêts sur actifs de régime sont comptabilisés en autres charges et produits financiers. Les produits d'intérêts sur actifs de couverture sont calculés en utilisant le taux d'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies.

Changement de méthode comptable relative au calcul des avantages au personnel :

A compter du 1^{er} janvier 2021, les indemnités de fin de carrière sont désormais provisionnées, non pas sur l'ensemble de la carrière des salariés, mais sur les dernières années de la carrière correspondant au plafond du barème des indemnités.

En effet les barèmes sont :

- Plafonnés à compter de 32 ans d'ancienneté pour les cadres et 37 ans pour les non-cadres du bâtiment et des travaux publics ;
- Plafonnés à compter de 34 ans d'ancienneté pour les cadres et 39 ans pour les non-cadres des carrières et matériaux ;
- Définis selon des tranches et plafonnés à compter de 40 ans d'ancienneté pour les cadres de la métallurgie ;
- Définis selon des tranches et plafonnés à compter de 30 ans d'ancienneté pour les salariés dépendant du code du travail (indemnités légales)



	IAS19R	IAS19R
	31/12/2021	31/12/2020
Hypothèses		
Taux d'actualisation (inflation comprise)	1,15%	0,85%
Taux d'augmentation des salaires	2,50%	2,00%
Evolution de l'engagement		
Engagement à l'ouverture	38 408	35 201
Coût des services rendus au cours de la période	2 219	2 283
Écart de conversion	19	(39)
Charge d'intérêt	283	324
Acquisitions / Cessions	-	494
Changement de méthode	(5 343)	-
Pertes (Gains) actuariels sur l'engagement	(512)	1 709
Prestations versées	(1 236)	(1 562)
ENGAGEMENT À LA CLÔTURE	33 838	38 408
Evolution des actifs		
Juste valeur des actifs au début de la période	2 143	2 110
Produits d'intérêts	18	33
VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE	2 161	2 143
Charge de la période		
Coût des services rendus au cours de la période	2 219	2 283
Coût net d'intérêt	265	291
CHARGE (PRODUIT)	2 484	2 574
Autres éléments du résultat Global		
Stock d'écarts actuariels en OCI à l'ouverture	6 847	5 138
Pertes (Gains) de la période générés sur l'engagement	(512)	1 709
PERTES (GAINS) RECONNUS EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	6 335	6 847
Evolution de la provision		
Provision à l'ouverture	(36 266)	(33 091)
(Charge) Produit	(2 484)	(2 574)
Écart de conversion	(19)	39
Écarts actuariels générés	512	(1 709)
Acquisitions / Cessions	-	(494)
Changement de méthode	5 343	-
Prestations versées directement par l'employeur	1 236	1 562
PROVISION DE FIN DE PÉRIODE	(31 677)	(36 266)
Sensibilités		
Taux d'actualisation		
Engagement avec une augmentation de +0,25%	32 042	36 339
Charge avec une augmentation de +0,25%	3 520	3 479
Engagement avec une diminution de -0,25%	34 060	39 022
Charge avec une diminution de -0,25%	3 638	3 620
Taux d'augmentation des salaires		
Engagement avec une augmentation de +0,25%	34 067	39 024
Charge avec une augmentation de +0,25%	3 729	3 722
Engagement avec une diminution de -0,25%	32 031	36 330
Charge avec une diminution de -0,25%	3 434	3 384



Chantier de canalisations à Vias



Mise en lumière du clocher de Lexy

8.17. Autres passifs courants

	31/12/2021	31/12/2020
Dettes sociales	99 888	97 811
Dettes fiscales	223 909	194 195
Passifs du contrat	148 475	98 023
Comptes courants des Sociétés en Participation et autres sociétés	24 213	8 366
Autres dettes	21 474	22 471
AUTRES PASSIFS COURANTS	517 959	420 866

8.18. Informations relatives aux contrats de construction

8.18.1. Principes comptables

Le Groupe comptabilise les produits et les charges relatifs aux contrats de construction selon la méthode de l'avancement définie par la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

Pour le Groupe, l'avancement est généralement déterminé sur la base d'un avancement physique ou d'un avancement par les coûts.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

Les créances clients représentent un droit inconditionnel pour le groupe à recevoir de la trésorerie de la part du client, quand les biens ou services promis au contrat ont été fournis.



Travaux de renaturation en Moyenne Romanche

Les actifs sur contrat représentent le droit, pour le groupe, d'obtenir une contrepartie en échange de biens ou services fournis au client, quand ce droit dépend d'autres éléments que l'écoulement du temps, il s'agit notamment des factures à établir et des retenues de garanties.

Les passifs sur contrat représentent les obligations du groupe de fournir à un client des biens ou services pour lesquels une contrepartie a été reçue du client, il s'agit notamment des avances reçues et des produits constatés d'avance.

8.18.2. Actifs et Passifs sur contrats

Le bilan consolidé au 31 décembre 2021 comprend les éléments ci-dessous :

	31/12/2021	31/12/2020
Actifs sur Contrats	387 191	274 368
Passifs sur Contrats	312 573	277 543

8.18.3. Engagements donnés ou reçus au titre des contrats de construction

Dans le cadre de ces contrats, le Groupe accorde et reçoit des garanties. Le montant des garanties données ci-dessous comprend principalement les cautions sur marché de travaux, émises par des établissements financiers ou des compagnies d'assurance.

En millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Retenue de garantie	355	354
Avance forfaitaire	170	174
Bonne fin	208	180
Garantie de paiement	123	172
Remise en état de carrières	9	6
Garantie de soumission	52	26
GARANTIES DONNÉES	917	912
Cautions de Marché	155	145
Garanties Fournisseurs	7	
GARANTIES REÇUES	162	155

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes

COMMISSARIAT AUX COMPTES
155
IFEC
Cour d'Appel de Versailles

8.18.4. Carnet de Commandes

Le carnet de commandes représente le volume d'affaires restant à réaliser au titre des chantiers dont le contrat est entré en vigueur (généralement après l'obtention d'un ordre de service ou la levée de conditions suspensives).

En millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Activités Régionales Multimétiers	1 210	1 175
Grands Projets	1 587	1 554
Filiales Nationales Spécialisées	1 176	1 096
International	466	593
TOTAL	4 439	4 418

Compte tenu des nouvelles règles de prise en compte des contrats adoptées par le Groupe pour l'élaboration du carnet de commandes, et, notamment la prise en compte de la durée totale du marché et les impacts de change sur les contrats internationaux, le carnet au 31 décembre 2020 a été recalculé. L'impact de cette modification a porté le carnet de 3 987 millions d'euros à 4 418 millions d'euros.

8.18.5. Produits des Activités opérationnelles

	31/12/2021	31/12/2020
Montant des produits enregistrés sur les contrats de construction au titre de l'exercice	2 776 027	2 401 525

8.18.6. Information sectorielle

En millions d'euros	31/12/2021					
	Activités Régionales Multi-métiers	Grands Projets	Filiales Nationales Spécialisées	International	Eliminations	Total
Produits des activités opérationnelles	1 077	507	862	330		2 776
Ventes inter-secteur	15	12	27		(54)	-
TOTAL	1 092	519	889	330	(54)	2 776
Résultat Opérationnel sur Activité	34,3	17,4	18,9	0,2		70,8
Résultat Opérationnel						97,8

En millions d'euros	31/12/2020					
	Activités Régionales Multi-métiers	Grands Projets	Filiales Nationales Spécialisées	International	Eliminations	Total
Produits des activités opérationnelles	949	451	743	259		2 402
Ventes inter-secteur	6	2	34	1	(43)	-
TOTAL	955	453	777	260	(43)	2 402
Résultat Opérationnel sur Activité	31,1	13,8	11,8	(1,0)		55,7
Résultat Opérationnel						44,2

8.19. Autres Produits de l'Activité

Les Autres Produits de l'Activité comptabilisés regroupent les ventes de matériels, les études et les redevances.

Les Autres Produits de l'Activité comprennent également la part des revenus financiers relevant de l'activité de NGE Concessions.

	31/12/2021	31/12/2020
Autres Produits de l'Activité	34 571	40 190
Produits de cession du matériel	10 672	14 159
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ	45 243	54 349



Passerelle de Hazebrouck

8.20. Charges externes

	31/12/2021	31/12/2020
Sous-traitance	486 474	462 371
Achats non stockés	155 276	142 714
Autres services (location, intérim...)	653 855	590 802
CHARGES EXTERNES	1 295 605	1 195 887

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes

COMMISSARIAT AUX COMPTES
IFEC
Cour d'Appel de Versailles

8.21. Autres produits et charges Opérationnels

Ce poste regroupe les Autres Produits et charges inhabituels et peu fréquents que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Il s'agit notamment de charges et provisions relatives à des risques ou des litiges qui présentent un caractère spécifique et une matérialité significative par rapport à l'activité normale du Groupe.

Ce poste regroupe également les éventuelles dépréciations du goodwill et les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente.

A la clôture de l'exercice, aucune perte de valeur sur goodwill n'est constatée.

En revanche, les variations de juste valeur des Actifs financiers « concessions et PPP », ont généré un gain de 28,2 millions d'euros.

	31/12/2021	31/12/2020
FCPE	-	(1 086)
Juste valeur des Actifs financiers concessions	28 209	-
Dépréciation Goodwill	-	(10 323)
Autres	(1 189)	(87)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	27 020	(11 496)

8.22. Coût de l'Endettement Financier Net

	31/12/2021	31/12/2020
Produits de Trésorerie et d'Equivalents de Trésorerie	55	39
Intérêts sur emprunts bancaires	(8 020)	(7 415)
Intérêts sur dette de location et autres intérêts débiteurs	(3 547)	(4 040)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(11 512)	(11 416)

8.23. Autres Produits et Charges Financiers

	31/12/2021	31/12/2020
Produits des participations	286	100
Autres produits et charges financiers	(5 710)	(2 731)
Différence de change	(401)	2 337
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(5 825)	(294)

8.24. EBITDA

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat Opérationnel sur Activité	70 822	55 701
Dotations Nettes	114 807	110 308
Valeurs nettes des éléments d'actifs cédés	8 172	10 147
EBITDA	193 801	176 156



8.25. Capitaux propres et Résultat par Action

Capital social

A la date d'arrêté des comptes, le capital est composé de 4 672 470 actions et s'élève à 37 379 760 euros.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de tous les instruments de capitaux propres potentiels dilutifs.

Au 31 décembre 2021, les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent les 305 555 obligations remboursables en actions considérées comme des instruments de capitaux propres.

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net part du groupe (a)	58 258	19 760
Nombre moyen pondéré d'actions (c)	5 851 126	5 945 141
Nombre moyen pondéré d'obligations remboursables en actions	17 580	
Nombre moyen pondéré de titres de capitaux propres théoriques (e)	5 868 706	5 945 141
RÉSULTAT PAR ACTION (EUROS) (A/C)	9,96	3,32
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ (EUROS) (A/E)	9,93	3,32

8.26. Transactions avec les parties liées

En millions d'euros	Nature	31/12/2021		31/12/2020	
		Créance (dette)	Produit (charge)	Créance (dette)	Produit (charge)
Concessions et PPP	Prêt	30,5	1,6	24,9	1,6
Autres Entreprises associées	Compte courant	1,9	0,5	(0,5)	-
Organes de Direction	Coût complet		(8,2)		(7,8)

8.27. Engagements Hors Bilan

En millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Cautions de Marché	916	912
Autres suretés	411	339
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS	1 327	1 251
Avals, Cautions, Garanties reçus	181	188
TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS	181	188

8.28. Effectifs

	31/12/2021	31/12/2020
Cadres	2 667	2 426
Etam	4 548	4 107
CNRO	8 188	7 647
EFFECTIF MOYEN	15 403	14 180

8.29. Salaires et charges sociales

	31/12/2021	31/12/2020
Rémunération brutes	462 504	404 491
Charges Sociales	224 668	200 023
Intéressement & participation	15 229	13 165
CHARGES DE PERSONNEL	702 401	617 679
Indemnités de Fin de Carrière - Coût des services rendus	2 219	2 283



Liste des sociétés consolidées

Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	31/12/2021		31/12/2020	
				Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
NGE	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	504 124 801 00029	Mère	100	Mère	100
ABTP BIARD	ZA Vallade 24100 BERGERAC	SAS	423 753 565 00013	Globale	100	Globale	100
AGILIS	245 Allée du Sirocco - ZA la Cigalière IV 84250 LE THOR	SAS	443 222 328 00025	Globale	100	Globale	100
ALBEA EXPLOITATION	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	538 012 881 00016	Globale	50	Globale	50
ANGEL	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	813 767 035 00013	Globale	100	Globale	100
ANTARES PARTICIPATIONS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	813 767 209 00014	Globale	100	Globale	100
ARENA 86	Palais des congrès du Futuroscope 86360 CHASSENEUIL DU POITOU	SAS	853 313 443 00022	Equivalence	17,50	Equivalence	17,50
ARTES	534, rue Marius Petipa 34080 MONTPELLIER	SARL	438 395 071 00030	Globale	100	Globale	100
ATELIER POUR LA MAINTENANCE DES ENGINES MOBILES	Parc d'Activités Coriolis TGV Rue Evariste Galois 71210 MONTCHANIN	SAS	811 342 146 00016	Equivalence	17,18	Equivalence	17,18
AUDE AGREGATS	Chemin de la Caunette 11600 LASTOURS	SAS	304 636 137 00024	Globale	35	Globale	35
AUDE BETON	ZA Batipôle 11300 ST-MARTIN-DE-VILLEREGLAN	SAS	353 943 954 00027	Globale	35	Globale	35
AUDE RECYCLAGE	RN 113 Montorgeuil 11000 CARCASSONNE	SAS	798 494 621 00013	Equivalence	17,33	Equivalence	17,33
AXE12	12 Place du Palais 61000 ALENÇON	SAS	531 915 098 00010	Globale	50	Globale	50
BARAZER TP	ZA de Restavy - Rue Jean Brito 56 240 PLOUJAY	SAS	353 607 294 00041	Globale	100	Globale	100
BERENGIER DEPOLLUTION	Lieu-dit La Perlière 49170 SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	SAS	413 395 104 00057	Globale	100	Globale	100
BERGERAC MATERIAUX ET VALORISATION	Rue Louis Armand ZI de Camp Rééal BP 628 24106 BERGERAC	SARL	812 720 415 00015	Equivalence	25	Equivalence	25
BRIGNOLES LIBERTÉ LOT 2	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SCCV	852 279 355 00014	Globale	100	Globale	100
BROUTIN TP	Zone Industrielle 62440 HARNES	SAS	789 188 349 00029	Globale	100	Globale	100
CALCAIRES CATALANS	Route d'Opoul - Sarrat de la traverse 66600 SALSES-LE-CHÂTEAU	SAS	791 851 900 00013	Globale	50	Globale	50
CALCAIRES DU BITERROIS	Lieu-dit Garrigue de Bayssan 34500 BÉZIERS	SAS	514 743 574 00014	Equivalence	50	Equivalence	50
CALCAIRES DU DIJONNAIS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	788 588 358 00010	Globale	75	Globale	74
CARRIÈRE DE BAYSSAN	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	413 838 020 00043	Globale	100	Globale	100
CARRIÈRE DE BOULBON	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	438 796 252 00015	Globale	100	Globale	100
CAZAL	8 Zone de Cardona 11410 SALLES-SUR-L'HERS	SAS	313 211 864 00027	Globale	100	Globale	100
CORREZE ENROBÉS	ZI Tulle Est 19000 TULLE	SARL	400 002 218 00016	Equivalence	43	Equivalence	43
DANIEL TP	Zone Artisanale 35330 MERNEL	SAS	879 860 211 00025	Globale	100	Globale	100
EGENIE	295, rue Fontfillol Lot B - ZAC des Cadaux 81370 SAINT-SULPICE	SAS	440 856 292 00022	Globale	100	Globale	100
EGYFRAIL	62 Ahmed Afifi St. - Media City AGOUZA	SA	54517	Globale	49	Globale	49
EHTP	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	439 987 405 00024	Globale	100	Globale	100
ERBIUM	2247, Voie des Clouets 27100 VAL-DE-REUIL	SAS	819 099 169 00032	Globale	100	Globale	100

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes



Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	31/12/2021		31/12/2020	
				Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
EXTER	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	453 453 045 00016	Globale	50	Globale	50
FONCIÈRE DES ALPILLES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	401 065 321 00036	Globale	100	Globale	100
FRASCA	12, rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SAS	572 062 859 00036	Globale	100	Globale	100
FUTURARENA	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	852 864 404 00011	Globale	99,9	Globale	99,9
FVF	Chemin du Corps de Garde 77500 CHELLES	SAS	483 288 163 00015	Globale	100	Globale	100
GARLABAN FINANCES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	834 178 394 00013	Globale	100	Globale	100
GÉNÉRALE ROUTIÈRE	Rue n°3 - n°6 - Quartier Oasis 20420 CASABLANCA	SA de droit marocain	RCS Casablanca 89363	Globale	100	Globale	100
GIPERAIL	38/44, rue Jean Mermoz T 78600 MAISONS-LAFFITTE	SNC	413 173 238 00044	Globale	50	Globale	50
GME ENROBÉS	P.A du Peuras - 498 Avenue du Peuras 38210 TULLINS	SAS	843 958 505 00011	Globale	54	Globale	54
GMS ENROBÉS	P.A du Peuras - 498 Avenue du Peuras 38210 TULLINS	SAS	482 029 303 00021	Globale	54	Globale	54
GRANULATS DE L'EST	8 Chemin Barbier 97412 BRAS PANON	SAS	800 730 673 00020	Equivalence	37,5	Equivalence	35
GUINTOLI	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	447 754 086 00018	Globale	100	Globale	100
HOLDING MAURI	11250 COUFFOULENS	SAS	418 598 306 00011	Globale	35	Globale	35
HOLDING TPRN	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	513 281 907 00016	Globale	100	Globale	100
ILA CATALA DEVELOPPEMENT	Hôtel de Ville - Boulevard du 14 Juillet 66420 LE BARCARES	SEMOP	841 062 342 00016	Equivalence	28	Equivalence	28
JAUMONT FINANCES	Ecart de Saint Hubert 57360 MALANCOURT LA MONTAGNE	SAS	801 465 352 00020	Globale	89,55	Globale	89,55
LA CHAMPENOISE	La Champagne 24270 SAINT-CYR-LES-CHAMPAGNES	SAS	307 013 938 00013	Globale	65	Globale	65
LA SAGNE AMÉNAGEMENT	26 Rue Aristide Boucicaut 11100 NARBONNE	SAS	852 897 537 00019	Equivalence	20	Equivalence	20
LACIS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	513 027 821 00018	Globale	100	Globale	100
LAGARRIGUE	Place de la République 12300 FIRMI	SAS	426 680 187 00017	Globale	100	Globale	100
LE CHÊNE CONSTRUCTIONS	ZA de la Landelle - 5, rue des Échanges 56200 LA GACILLY	SAS	388 190 845 00031	Globale	100	Globale	100
LES CARRIÈRES DES PUYs	63230 SAINT-PIERRE-LE-CHASTEL	SAS	488 725 995 00010	Equivalence	30	Equivalence	30
LES CLÉS DE SAINT LYS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SCI	753 229 863 00026	Globale	100	Globale	100
LES ÉNERGIES DE LA CITÉ	Chemin de la Lalette 65000 TARBES	SAS	824 391 460 00014	Equivalence	30	Equivalence	30
LES LIANTS DE L'ESTUAIRE	Zone Industrielle du Havre Sandouville 76430 SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC	SARL	344 110 572 00015	Équivalence	39	Équivalence	39
LSO	Lacombe 19100 BRIVE	SAS	381 801 844 00014	Globale	100	Globale	100
LOSANGE EXPLOITATION	2247, Voie des Clouets 27100 VAL-DE-REUIL	SAS	831 268 156 00039	Globale	50	Globale	50
LPF TP	Rue des Queyries 33100 BORDEAUX	SAS	433 689 510 00025	Globale	100	Globale	100
MAINTENANCE TARBES CONTOURNEMENT	30, avenue de Larrieu 31081 TOULOUSE Cedex 1	SAS	523 458 529 00014	Équivalence	50	Équivalence	50
MARMIN TP	Rue des Verrotières - ZI des Dunes 62100 CALAIS	SAS	810 185 025 00014	Globale	100	Globale	100

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes



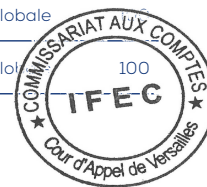
Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	31/12/2021		31/12/2020	
				Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
MATERIAUX ENROBÉS DU HAUT RHIN	Lieu-Dit Obere Hart 68890 REGUISHEIM	SAS	379 170 368 00037	Equivalence	23	Equivalence	23
MAURI	Le Village 11250 COUFFOULENS	SAS	302 221 445 00018	Globale	35	Globale	35
MEDRAIL	Burjuman Business tower Bur Dubai DUBAI (UAE)	SA		Globale	50	Globale	50
MENUISERIE CARDINAL	Les Rochelles 35330 MAURE-DE-BRETAGNE	SAS	500 808 845 00035	Globale	100	Globale	100
MIRE	12, rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SAS	432 623 130 00049	Globale	100	Globale	100
MISTRAL FINANCES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	812 189 512 00013	Globale	100	Globale	100
MONESTIER FINANCES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	834 174 641 00011	Globale	100	Globale	100
MONTBRAND DÉVELOPPEMENT	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SCCV	902 847 680 00011	Globale	95	-	-
MULLER TP	Domaine de Sabré 57420 COIN-LES-CUVRY	SAS	447 754 235 00037	Globale	100	Globale	100
NGE AIRPORTS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	821 232 956 00010	Globale	100	-	-
NGE AUTOROUTES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	834 152 001 00014	Equivalence	10	Equivalence	10
NGE BÂTIMENT	Zone Artisanale 35330 MERNEL	SAS	950 033 555 00026	Globale	100	Globale	100
NGE CONCESSIONS	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	789 270 360 00017	Globale	100	Globale	100
NGE CONNECT	133 Boulevard de Graville 76 600 LE HAVRE	SAS	532 261 591 00020	Globale	100	Globale	100
NGE CONTRACTING	20, rue de Caumartin 75009 PARIS	SAS	789 570 009 00017	Globale	100	Globale	100
NGE CONTRACTING (COLOMBIE)	Calle 75 No 3 - 53, de la ciudad Bogotá BOGOTA	SAS	02985245	Globale	100	Globale	100
NGE CONTRACTING (CÔTE-D'IVOIRE)	ABIDJAN MARCORY BIETRY, Zone 4 Boulevard de Marseille ABIDJAN	SAS	2018832375	Globale	100	Globale	100
NGE CONTRACTING GmbH	Lebacher Strasse 4 66113 Saarbrücken GERMANY			Globale	100	-	-
NGE CONTRACTANT INC	3500-800 rue du Square-Victoria Montréal -Québec H4Z1E9 CANADA		1175871988	Globale	100	-	-
NGE CONTRACTING LLC	Rufaa Tower, Al Meena Street DOHA	SARL	CR no/24722	Globale	69,8	Globale	69,8
NGE CONTRACTING Ltd	30 Independent Place, London E8 2HE LONDON	SARL	10056562	Globale	100	Globale	100
NGE CONTRACTING SENEGAL	Immeuble de la Prévoyance Assurance, Route des Almadies - Lot n°22 DAKAR	SAS	SN DKR 2021 B 12964	Globale	100	-	-
NGE CONTRACTING URUGUAY	1429 Circunvalacion Durango 2D MONTEVIDEO	SA	217540230011	Globale	100	Globale	100
NGE ÉNERGIES NOUVELLES	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	513 316 018 00011	Globale	100	Globale	100
NGE FIBRE	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	834 181 893 00019	Globale	100	-	-
NGE FONDATIONS	29, rue des Tâches 69800 SAINT-PRIEST	SAS	348 099 987 00029	Globale	100	Globale	100
NGE GÉNIE CIVIL	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	487 469 330 00012	Globale	100	Globale	100
NGE IMMOBILIER	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	821 229 911 00010	Globale	100	-	-
NGE INFRANET	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES	SAS	501 241 624 00045	Globale	100	Globale	100
NICOLO	Route de la Baronne - ZA St Esteve 06640 SAINT JEANNET LES PLANS	SAS	408 822 757 00022	Globale	100	Globale	100

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes



Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	31/12/2021		31/12/2020	
				Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
OFFROY	12, rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SAS	745 751 693 00037	Globale	100	Globale	100
OLICHON	Rue Jules Védrières, ZI de Keryado 56100 LORIENT	SAS	865 500 052 00010	Globale	100	Globale	100
P2R	4, rue des Frères Lumières 69330 MEYZIEU	SARL	421 063 074 00023	Equivalence	21,5	Equivalence	21,5
PASS	22 bis, rue de Romainville 03300 CUSSET	SAS	401 528 971 00013	Globale	100	Globale	55
PEVERAIL	Chemin du Corps de Garde 77500 CHELLES	SNC	432 549 590 00011	Globale	50	Globale	50
PLATE-FORME	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	443 642 731 00014	Globale	100	Globale	100
PLATEFORME MAROC FORMATION	CASABLANCA Zone Industrielle Sapino - Lot 854 20240 NOUACEUR	SARL	RCS Casablanca 342857	Globale	100	Globale	100
PONTIGGIA	7 Rue de Sélestat 68180 HORBOURG-WIHR	SAS	380 722 504 00020	Globale	100	Globale	100
PONTIGIA INDUSTRIE	7 Rue de Sélestat 68180 HORBOURG-WIHR	SAS	837 934 413 00019	Globale	100	Globale	100
PORT-ADHOC	14, avenue de l'Opéra 75001 PARIS	SAS	478 972 649 00014	Equivalence	16,46	Equivalence	16,46
POSOCO	Plaine Villalbe Basse - Le Chapitre 11000 CARCASSONNE	SAS	651 850 349 00036	Globale	35	Globale	35
REHACANA	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	501 698 153 00019	Globale	100	Globale	100
REVAMA	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	879 955 326 00019	Globale	100	-	-
ROC'S	9, rue Sully Prud'hommes ZI N°3 97420 LE PORT	SAS	352 272 439 00030	Globale	100	Globale	100
SABLIÈRES DE BRAM (Les)	Lieu-dit Le Pigné 11290 MONTRÉAL	SAS	521 103 507 00021	Globale	67,5	Globale	67,5
SABLIÈRE DE LA SALANQUE	Sarrat de la Traverse - Route d'Opoul D5 66600 SALSES LE CHATEAU	SAS	624 200 804 00042	Globale	50	Globale	50
SAGE S RAIL	295, rue Fontfillol - ZAC Les Cadaux 81370 SAINT-SULPICE	SAS	532 596 418 00022	Globale	100	Globale	100
SAPAG	243-245 Rue Jean Jaurès 59650 VILLENEUVE D'ASCO	SAS	793 165 341 00033	Equivalence	33,2	Equivalence	33,2
SCI CD5	8, rue de la Martinique 68270 WITTIENHEIM	SCI	793 668 054 00018	Globale	100	-	-
SCI LA SALANQUE	Route d'opoul 66600 SALES-LE-CHATEAU	SCI	479 466 245 00038	Globale	50	Globale	50
SCI LES CADAUX	295, rue Fontfillol Lot B - ZAC Les Cadaux 81370 SAINT-SULPICE	SCI	749 935 904 00021	Globale	100	Globale	100
SCI PONTI	8, rue de la Martinique 68270 WITTIENHEIM	SCI	497 637 074 00012	Globale	100	-	-
SDBE	20, rue de Caumartin 75009 PARIS	SAS	419 921 200 00038	Globale	100	Globale	100
SEGAUTO	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	513 027 920 00018	Globale	100	Globale	100
SEHB	730, rue de la Calatière - ZI Ouest 01100 VEYZIAT	SAS	799 786 496 00015	Globale	80,1	Globale	80,1
SERFOTEX	Lieu-dit La Perière 49170 SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	SAS	402 969 117 00041	Globale	100	Globale	100
SGL	Le Griffolet 19270 USSAC	SAS	424 034 056 00020	Globale	95	Globale	95
SIFEL	12, rue Eugène Freyssinet 77500 CHELLES	SAS	385 045 091 00035	Globale	100	Globale	100
SIORAT	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRÈS	SAS	676 820 137 00278	Globale	100	Globale	100
SLD TP	610, rue Marie Marvingt 54200 TOUL	SAS	329 702 773 00030	Globale	100	Globale	100

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes



Sociétés	Siège Social	Forme	SIRET	31/12/2021		31/12/2020	
				Méthode	% Intérêt	Méthode	% Intérêt
SNPT	Parc d'activités de Laurade 13103 SAINT-ÉTIENNE-DU-GRÈS	SAS	753 158 666 00028	Globale	100	Globale	100
SOC	Avenue de Pagnot - Lieudit Magudas 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES	SAS	449 336 924 00013	Globale	100	Globale	100
SOCAL	11400 LABÉCÈDE-LAURAGAIS	SAS	382 184 315 00010	Globale	100	Globale	100
SOCIETE DES ENROBÉS CLERMONTOIS	ZAC du Chancet 63530 VOLVIC	SAS	812 397 602 00010	Equivalence	33	Equivalence	33
SOCIETE DES ENROBES GENEVOIS	PA du Peuras - 498, avenue du Peuras 38210 TULLINS	SAS	808 303 044 00016	Globale	35	Globale	35
TCP RAIL Inc	Avenida Domingo Diaz - Entrada a Brisas DISTRITO DE SAN MIGUELITO - PANAMA	SA	725 166	Globale	50	Globale	50
TP LYAUDET	ZA la Courtine 63820 SAINT-JULIEN-PUY-LAVÈZE	SAS	343 940 490 00018	Globale	100	Globale	100
TPRN	156/220, rue des Famards 59273 FRETIN	SAS	332 346 857 00029	Globale	100	Globale	100
TSO	Chemin du Corps de Garde 77500 CHELLES	SAS	747 252 120 00015	Globale	100	Globale	100
TSO CATENAIRES	Chemin du Corps de Garde 77500 CHELLES	SAS	432 455 764 00014	Globale	100	Globale	100
TSO-NGE MEXICO	Avenida Insurgentes sur NO.813 - Piso 2 Desp. 201-8 - Colonia Napoles MEXICO	SA	TME140702805	Globale	100	Globale	100
TSO SIGNALISATION	Chemin du Corps de Garde 77500 CHELLES	SAS	817 401 581 00019	Globale	100	Globale	100
TSO URUGUAY	1567, rue Rostang MONTEVIDEO	SA	15315	Globale	100	Globale	100
VAGLIO LUX	37, rue des Trois Cantons Grand Duché de Luxembourg L-3961 EHLANGE-SUR-MESS	SA	B73.532	Globale	89,55	Globale	89,55
VAGLIO SAS	Écart de Saint Hubert 57360 MALANCOURT-LA-MONTAGNE	SAS	302 638 424 00028	Globale	89,55	Globale	89,55
VGC	Écart de Saint Hubert 57360 MALANCOURT LA MONTAGNE	SAS	507 607 307 00018	Globale	94,77	Globale	94,77



Le jobtour NGE de passage à Arles

COMMISSARIAT AUX COMPTES
TALENZARES
AUDIT
Cour d'Appel de Nîmes

COMMISSARIAT AUX COMPTES
IFE C
Cour d'Appel de Versailles



Parc d'activités de Laurade
13103 SAINT-ETIENNE-DU-GRES
Tél. : +33 (4) 90 91 60 00

